



**FÉDÉRATION  
QUÉBÉCOISE DES  
MUNICIPALITÉS**

## **CONTRAT DE FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUES AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES**

**APPEL D'OFFRES NUMÉRO FQM-DEL-2017-03**

**OCTOBRE 2017**

## AVIS PUBLIC

La Fédération québécoise des municipalités (FQM) requiert des soumissions pour un contrat de fourniture de luminaires de rues au DEL ainsi que de systèmes de gestion intelligente de l'éclairage incluant l'installation ainsi que des services d'analyse écoénergétique et de conception. Il s'agit d'un achat regroupé autorisé par les articles 14.7.1 du *Code municipal* et 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes*. La FQM regroupe environ 875 municipalités locales, mais l'appel d'offres pourrait également bénéficier aux municipalités non-membres.

Les documents d'appel d'offres, tout document auquel ils renvoient, de même que tout document additionnel qui y est lié ne peuvent être obtenus que par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) (<http://www.seao.ca>) selon les tarifs en vigueur.

Les soumissions seront reçues au plus tard jusqu'à 16h00 le 5 décembre 2017 au bureau de la FQM situé au 1134, Grande Allée Ouest, RC 01, Québec (Québec) G1S 1E5, et elles seront ouvertes au même endroit, le même jour, à 16h15.

Seules sont admises à soumissionner les personnes, les sociétés, les compagnies et les corporations qui ont un établissement d'entreprise au Québec ou dans une province ou un territoire visé par un accord de libéralisation des marchés applicable aux municipalités soit l'Accord sur le libre échange canadien (ALEC), l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario (ACCQO) et l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick (AQNB).

En outre, les soumissionnaires doivent être autorisés par l'Autorité des marchés financiers à conclure un contrat public au plus tard avant la date de la conclusion du contrat.

Les soumissions doivent également être accompagnées de garanties financières conformes aux exigences des documents d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront évaluées en fonction d'un système de pondération et d'évaluation des offres établi par la FQM conformément aux articles 936.0.1 du *Code municipal* et 573.1.0.1 de la *Loi sur les cités et villes* (système de pondération et d'évaluation facultatif à une enveloppe).

La FQM ne s'engage à accepter ni la soumission ayant obtenu le plus haut pointage, ni aucune des soumissions reçues, et elle décline toute responsabilité à l'égard de l'un ou l'autre des soumissionnaires dans le cas du rejet de toutes les soumissions.

La fourniture de biens et de services doit être conforme aux spécifications des clauses techniques du devis d'appel d'offres.

Les quantités de luminaires estimées dans le document d'appel d'offres (projet type) ne servent que de guide quant à l'appréciation d'un ordre de grandeur de la fourniture de biens ou de services visée par l'appel d'offres. Ces quantités ne lient d'aucune manière la FQM ni les municipalités qui adhéreront à l'appel d'offres. L'adjudicataire devra fournir en quantité suffisante les biens et services en fonction des besoins réels des municipalités participantes. Ces quantités peuvent être inférieures ou supérieures aux quantités estimées dans le document d'appel d'offres pour un projet type.

---

Sonia Maltais

Directrice des communications et du développement des affaires

Responsable de l'appel d'offres

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>1.</b>	<b>CLAUSES ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>7</b>
1.1	PRÉSENTATION DE LA FQM.....	7
1.2	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	7
1.3	DÉFINITIONS.....	9
1.4	PRÉSENTATION ET DÉPÔT DES SOUMISSIONS.....	10
1.5	RÉCEPTION DES OFFRES.....	11
1.6	SYSTÈME DE PONDÉRATION ET D'ÉVALUATION DES OFFRES.....	11
1.7	PRIX.....	11
1.8	RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES .....	13
1.9	ADDENDAS .....	14
1.10	COÛTS – PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION .....	14
1.11	CONTENU DE LA SOUMISSION.....	14
1.12	SIGNATURE DE LA SOUMISSION.....	15
1.13	PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS.....	15
1.14	CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION.....	16
1.15	SOUS-TRAITANT.....	16
1.16	EXAMEN DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES.....	17
1.17	RETRAIT D'UNE OFFRE .....	17
1.18	PROPRIÉTÉ DE LA SOUMISSION.....	17
1.19	POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA FQM.....	17
1.20	CAUSES D'INADMISSIBILITÉ À CONTRACTER.....	18
1.21	RÉSERVE .....	19
1.22	LANGUE UTILISÉE.....	19
1.23	DISTRICT JUDICIAIRE .....	20
1.24	ATTESTATION FISCALE DE REVENU QUÉBEC.....	20
1.25	SOUMISSION ET DEMANDE DE SUBSTITUTION.....	21
1.26	LICENCE D'ENTREPRENEUR .....	22
1.27	PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROITS D'AUTEUR .....	22

1.28	AUTORISATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS .....	22
1.29	GARANTIE DES ÉQUIPEMENTS .....	23
<b>2.</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES .....</b>	<b>23</b>
2.1	DESCRIPTION DU PROJET .....	23
2.2	DESCRIPTION SOMMAIRE DES OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE .....	23
2.3	DESCRIPTION DÉTAILLÉE D'UN PROJET TYPE À RÉALISER.....	24
2.4	DOCUMENT FOURNIS PAR LA MUNICIPALITÉ PARTICIPANTE .....	30
2.5	ÉQUIPEMENTS NON FOURNIS.....	31
2.6	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES LUMINAIRES.....	31
2.7	EXIGENCES TECHNIQUES MINIMALES DU SYSTÈME DE GESTION INTELLIGENTE DE L'ÉCLAIRAGE (SGIE).....	33
2.8	AUTRES BIENS LIVRABLES.....	36
2.9	REDEVANCE .....	36
<b>3.</b>	<b>MODALITÉS D'ÉVALUATION DES OFFRES ET D'ATTRIBUTION DES POINTS.....</b>	<b>36</b>
3.1	ÉVALUATION PAR UN COMITÉ DE SÉLECTION .....	36
3.2	PRÉCISIONS .....	37
3.3	ÉVALUATION EN FONCTION DE LA GRILLE D'ÉVALUATION .....	37
3.4	BARÈME D'ÉVALUATION DE L'OFFRE .....	37
3.5	ATTRIBUTION DU POINTAGE FINAL .....	37
3.6	TRANSMISSION DES RÉSULTATS AUX SOUMISSIONNAIRES .....	39
3.7	ACCÈS À L'INFORMATION .....	39
3.8	RÈGLES DE PRÉSENTATION .....	39
<b>4.</b>	<b>CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SÉLECTION .....</b>	<b>39</b>
4.1	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU SOUMISSIONNAIRE.....	40
4.2	EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DU SOUMISSIONNAIRE EN PROJETS ÉCOÉNERGÉTIQUES D'ÉCLAIRAGE DE RUES .....	40
4.3	ORGANISATION, PLANIFICATION ET CONTRÔLE DES COÛTS.....	41
4.4	QUALITÉ ET PERTINENCE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION PROPOSÉE .....	41
4.5	PRÉSENTATION DU SYSTÈME DE GESTION INTELLIGENTE DE L'ÉCLAIRAGE .....	42
4.6	PLAN D'ENTRETIEN PROPOSÉ ET GARANTIE D'ENTRETIEN .....	42
4.7	PLAN DE MISE EN ŒUVRE POUR LA RÉALISATION DU CONTRAT .....	42

<b>5.</b>	<b>GARANTIES ET ASSURANCES .....</b>	<b>42</b>
5.1	GARANTIE DE SOUMISSION.....	43
5.2	GARANTIE D'EXÉCUTION ET GARANTIE DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR .....	43
5.3	ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ET PROFESSIONNELLE.....	45
<b>6.</b>	<b>EXIGENCES RELIÉES AU CONTRAT .....</b>	<b>46</b>
6.1	PARTIE PATRONALE.....	46
6.2	DURÉE DU CONTRAT.....	46
6.3	COLLABORATION ET VÉRIFICATION.....	46
6.4	CONFLIT D'INTÉRÊTS .....	47
6.5	RESPECT DES LOIS APPLICABLES .....	47
6.6	CESSION DU CONTRAT .....	47
6.7	RÉSILIATION DU CONTRAT .....	47
6.8	MODALITÉS DE PAIEMENT.....	48
6.9	MODIFICATION AU CONTRAT .....	49
ANNEXE 1	FORMULAIRE DE SOUMISSION .....	50
ANNEXE 2	GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS .....	57
ANNEXE 3	DÉCLARATION .....	59
ANNEXE 4	CONTRAT TYPE.....	61
ANNEXE 5	CAUTIONNEMENT DE LA SOUMISSION (POUR LA FQM) .....	64
ANNEXE 6	LETTRE D'ENGAGEMENT (POUR LA FQM).....	65
ANNEXE 7	CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION (POUR LA FQM) .....	66
ANNEXE 8	LETTRE DE PRÉQUALIFICATION (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES) .....	67
ANNEXE 9	LETTRE D'ENGAGEMENT (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES) .....	68
ANNEXE 10	CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES) .....	69
ANNEXE 11	CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR POUR SALAIRES, MATÉRIAUX ET SERVICES (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES) .....	70

## 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES

### 1.1 PRÉSENTATION DE LA FQM

La FQM est l'interlocuteur incontournable des municipalités et des régions du Québec. Privilégiant des relations à l'échelle humaine, elle tire son inspiration de l'esprit de concertation et d'innovation de ses quelques 1 000 municipalités et MRC membres. La FQM travaille sans relâche afin de défendre l'autonomie municipale auprès des différents acteurs politiques.

La FQM dispense de nombreux services pour ses membres. Elle assume notamment un rôle clé dans la gestion des achats regroupés, qu'elle met en place pour le bénéfice de ses municipalités membres qui ont des besoins communs par le biais de son service d'achat municipal (SAM).

En vertu des articles 14.7.1 du *Code municipal* et 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes*, une municipalité peut conclure une entente avec la FQM ayant pour but l'achat de matériel ou de matériaux, l'exécution de travaux ou l'octroi d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services par la FQM au nom de la municipalité.

### 1.2 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

La FQM requiert des soumissions pour la conclusion d'un contrat de fourniture de luminaires de rues au DEL incluant des services connexes dont notamment :

- l'analyse et le calcul de l'économie d'énergie reliée à une conversion du système d'éclairage de rues pour chacune des municipalités participantes;
- l'établissement de la période de récupération de l'investissement (ci-après : « *PRI* »);
- la réalisation d'analyses photométriques et autres services d'ingénierie connexes;
- l'installation des luminaires sur le territoire de chacune des municipalités participantes;
- la fourniture et l'installation d'un système de gestion intelligente de l'éclairage (**SGIE**). Celui-ci inclut l'ensemble des équipements nécessaires pour le fonctionnement du système, notamment et sans s'y limiter :
  - nœuds de communication;
  - passerelles (« *gateways* ») de communication;
  - logiciel de gestion (et mises à jour);
  - interface utilisateur;



- liaisons sans fil (données cellulaire);
  - etc.
- la préparation des rapports de conciliation annuels démontrant la performance financière du projet, et ce, durant toute la durée de la PRI;
  - la fourniture d'une garantie d'entretien et de performance financière du projet d'éclairage écoénergétique.

La FQM désire que les municipalités puissent bénéficier d'un tarif préférentiel afin que les municipalités qui le désirent réalisent des travaux écoénergétiques de conversion de leur éclairage de rues et de mise en place d'un SGIE.

À moins que la FQM ne se prévale de la possibilité de renouvellement du contrat prévue à l'article 6.2 du devis, les prix soumis sont valables jusqu'au 31 décembre 2020, date à laquelle le contrat entre l'adjudicataire et la FQM prendra fin. Les municipalités qui veulent participer au projet doivent demander leur analyse d'opportunités (voir article 2.3.1) avant le 1<sup>er</sup> avril 2020 pour bénéficier des tarifs préférentiels. Si le contrat est renouvelé suivant les modalités prévues à l'article 6.2, ce délai sera reporté au 1<sup>er</sup> avril 2021.

Un contrat sera octroyé à un entrepreneur, lequel devra s'adjoindre les services d'une firme d'ingénieurs s'il ne dispose pas des ressources adéquates à l'interne, pour la réalisation de la portion du contrat qui doit être réalisée par de tels professionnels.

L'objectif du présent appel d'offres est d'obtenir des prix unitaires maximums pour les deux modèles de luminaires et les deux types de systèmes SGIE préapprouvés par la FQM (article 2.6 et 2.7) ainsi que des économies d'énergie minimales garanties y afférentes. Les municipalités qui le souhaitent peuvent se prévaloir de l'ajout du contrôle intelligent.

L'adjudicataire recevra des demandes des municipalités participantes pour bénéficier de l'offre d'abord en obtenant, sans frais pour elles, une analyse d'opportunités puis, pour celles qui le désirent, une étude de faisabilité.

Une municipalité qui décide de faire exécuter les travaux est assurée de ne pas payer au-delà des prix maximums garantis pour l'achat des luminaires et pour le contrôle intelligent, le cas échéant, et de bénéficier minimalement des économies d'énergie garanties. Une municipalité qui décide de mettre fin au processus en conformité avec l'article 2.3.2 après avoir reçu l'étude de faisabilité paie seulement le coût de cette étude suivant le montant prévu à cet effet à l'analyse d'opportunités. La gestion du contrat entre l'adjudicataire et chacune des municipalités participantes se fait en collaboration avec la FQM. La description détaillée d'un projet type à réaliser se retrouve à l'article 2.3 du présent document.





### 1.3 DÉFINITIONS

Année de référence :	Période de douze (12) mois consécutifs pour laquelle les paramètres définissant les puissances, les consommations, les coûts d'énergie, d'entretien et d'exploitation (antérieurement aux travaux) ont été normalisés afin de servir d'étalon de référence pour le calcul des économies d'énergie.
Avis de commencement :	Avis transmis par l'adjudicataire à la municipalité suite à l'approbation par cette dernière du certificat d'achèvement des travaux.
Certificat d'achèvement des travaux :	Certificat émis par l'adjudicataire une fois les travaux complétés et jugés conformes aux exigences du contrat, lequel doit être validé par le représentant de chaque municipalité participante.
Coûts d'énergie de l'année de référence :	Coûts d'énergie (pour les luminaires de rue) normalisés pour une période de douze (12) mois consécutifs antérieurs aux mesures de modernisation des luminaires de rue faisant l'objet du contrat. Ces coûts d'énergie ont notamment été établis en fonction des paramètres en vigueur à ces périodes et doivent servir d'étalon de référence pour déterminer la valeur de conciliation qu'auront généré les mesures de modernisation des luminaires de rue mises en œuvre en vertu des dispositions du contrat.
Fin des travaux :	Date où l'ensemble des luminaires faisant l'objet d'un contrat avec une municipalité participante sont fonctionnels et peuvent être utilisés aux fins pour lesquelles ils sont conçus.
PRI :	Période de temps nécessaire pour que le budget du projet (sans prendre en considération les frais de financement) soit complètement amorti par les économies de coûts d'énergie garanties, les économies de coûts d'entretien et les subventions attribuables au projet, le cas échéant. Les économies de coûts d'entretien ne sont prises en compte qu'à cette étape.



Valeur de conciliation :	<p>Résultat positif ou négatif obtenu par la formule mathématique suivante :</p> <p>Coûts d'énergie de l'année de référence;</p> <p>[MOINS] Coûts d'énergie réels de l'année visée par le rapport de conciliation (ajustés);</p> <p>[MOINS] Économies de coûts d'énergie garanties ajustées.</p>
Nœuds de communication :	Module de contrôle sans fil (équipement terrain) installé sur le luminaire permettant le contrôle, la gestion et la télémétrie de celui-ci à distance via le logiciel.
Passerelles de communication :	Module de communication intermédiaire (équipement de terrain) permettant l'acheminement des commandes de contrôle, de gestion et de télémétrie entre le logiciel de gestion et les nœuds via un réseau dorsal filaire ou sans fil (vers le logiciel de gestion) et un réseau sans fil (vers nœuds).
Logiciel de gestion :	Logiciel de gestion permettant le contrôle, la gestion et la télémétrie des luminaires desservis par le système de gestion de l'éclairage vis-à-vis des interfaces de communication vers les équipements terrain et des interfaces utilisateurs vers l'utilisateur.
Interface utilisateur :	Interface graphique permettant à l'utilisateur l'accès au logiciel de gestion lui permettant le contrôle, la gestion et la télémétrie des luminaires desservis par le système de gestion de l'éclairage.
Liaison sans fil :	Liaison sans fil permettant la communication entre le logiciel de gestion et les passerelles et / ou entre les passerelles et les nœuds de communication (équipement terrain).

## 1.4 PRÉSENTATION ET DÉPÔT DES SOUMISSIONS

Les soumissions doivent être présentées sur le formulaire et le bordereau joints à l'**Annexe 1** et être accompagnées plus particulièrement des documents énumérés à l'article 1.11. Le soumissionnaire doit présenter une seule offre en se conformant aux exigences du présent document. Pour être retenu, le soumissionnaire doit obligatoirement fournir des prix pour chaque modèle de luminaire ainsi que pour chacun des deux types de système SGIE, en déposant l'intégralité du bordereau de soumission joint à l'**Annexe 1** dûment rempli, avec sa soumission.



En déposant sa soumission, le soumissionnaire accepte les termes, conditions et spécifications des documents d'appel d'offres.

L'évaluation des offres est la responsabilité d'un comité de sélection qui procèdera à l'évaluation selon une grille (**Annexe 2**) et les critères définis à la section 4.0 du devis d'appel d'offres. Il est donc essentiel que le soumissionnaire explique, de façon précise et ordonnée, les éléments de réponse aux critères fixés en démontrant, à l'égard de chacun d'eux, ce qui le rend apte à réaliser le mandat.

La soumission doit être mise dans une enveloppe contenant tous les documents requis en vertu des documents d'appel d'offres. Sur l'enveloppe, le soumissionnaire doit indiquer la mention « SOUMISSION – FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUES AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES ».

Toute soumission transmise par télécopieur, par courriel ou par tout autre moyen de télécommunication sera automatiquement rejetée.

## **1.5 RÉCEPTION DES OFFRES**

Les soumissions seront reçues jusqu'à 16h00 le 5 décembre 2017, au bureau de la FQM situé au 1134, Grande Allée Ouest, RC 01, Québec (Québec) G1S 1E5.

Les enveloppes seront ouvertes publiquement à l'endroit et à la date indiqués ci-dessus, à 16h15.

## **1.6 SYSTÈME DE PONDÉRATION ET D'ÉVALUATION DES OFFRES**

La FQM choisit d'utiliser un système de pondération et d'évaluation des offres pour l'octroi du présent contrat, lequel comprend, outre la valeur financière du projet, l'évaluation de sept (7) critères relativement au mandat proposé.

Pour procéder à l'évaluation des offres, la FQM formera un comité de sélection de trois membres indépendants.

Les critères, la méthode d'évaluation et de pondération et les autres exigences de ce processus sont présentés dans le document d'appel d'offres. L'évaluation sera faite sur la base des documents fournis par le soumissionnaire. Il appartient à chaque soumissionnaire de préparer sa soumission de manière à répondre à chacun des critères d'évaluation.

## **1.7 PRIX**

Les soumissionnaires doivent fournir un prix unitaire maximum pour chaque modèle de luminaire apparaissant au bordereau de soumission (**Annexe 1**) y compris pour l'ajout du contrôle intelligent sur chacun des modèles de luminaires en fonction des quantités approximatives y apparaissant et représentant un projet « *type* ».



Les quantités approximatives apparaissant au bordereau de soumission sont fournies à titre indicatif seulement et dans le seul et unique but d'établir la valeur actuelle nette du projet telle que soumise par chacun des soumissionnaires. Il s'agit d'un nombre fictif de luminaires et la FQM ignore le nombre de luminaires moyen que l'on retrouve dans les municipalités du Québec qui pourraient décider de se prévaloir de l'appel d'offres.

Ces prix seront valides et fixes pour toute la durée du contrat (jusqu'au 31 décembre 2020). Cependant, un ajustement à la baisse de ces prix maximums est possible dans l'éventualité où l'une ou l'autre des parties se prévaut de la possibilité de substituer les modèles de luminaires par d'autres modèles équivalents conformément à ce qui est prévu à l'article 1.25.2. Le soumissionnaire doit également indiquer au bordereau de soumission les économies d'énergie annuelles minimales projetées pour chaque modèle de luminaire.

Les prix maximums et les économies d'énergie minimums garantis apparaissant au bordereau de soumission seront utilisés par la FQM pour l'établissement de la valeur économique du projet (VAN) conformément à l'article 3.5, valeur qui servira à établir le pointage final de chaque soumission.

Les prix unitaires maximums soumis sont fermes pour toute la durée du contrat et doivent inclure la fourniture des matériaux et des services connexes requis (voir notamment article 2.3 pour la description de ces services), le coût de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaire à l'exécution du mandat de même que les frais généraux, les frais d'administration, les profits, les frais de déplacement, les droits applicables, les frais de téléphonie, le frais de séjour, de repas et de reprographie incluant toutes les copies requises en nombre suffisant des documents produits dans le cadre de la réalisation du mandat et les autres frais directs ou indirects qui pourraient être inhérents au mandat (dont notamment ceux pour l'obtention et le maintien des licences requises auprès de la Régie du bâtiment du Québec pour l'exécution des travaux).

Les prix unitaires incluent également les services de « *monitoring* » requis, de manière à être en mesure de confectionner les rapports de conciliation jusqu'à ce que les exigences de la garantie de performance soient atteintes. Les prix soumis n'incluent toutefois pas la T.P.S. et la T.V.Q., lesquelles sont en sus.

Les prix unitaires maximums soumis servent à établir le prix forfaitaire maximal à être payé par chaque municipalité participante pour la réalisation d'un projet d'éclairage / SGIE écoénergétique sur son territoire.

Le montant obtenu, en multipliant le nombre de luminaires demandé par cette municipalité, par les prix unitaires soumis (en y additionnant les prix unitaires soumis pour le contrôle intelligent et les prix forfaitaires soumis pour le logiciel, le cas échéant), sera le prix forfaitaire maximal qui sera payé par la Municipalité. L'adjudicataire ne pourra obtenir un quelconque montant additionnel, sauf s'il doit fournir des biens et services additionnels conformément à une modification du contrat suivant l'article 6.9. De plus, les économies d'énergie unitaires ne doivent jamais être inférieures aux économies d'énergie unitaires minimales soumises.



Si l'adjudicataire estime mal le nombre de luminaires requis dans son étude de faisabilité, le prix forfaitaire payable par la municipalité participante peut être revu à la baisse si ce nombre de luminaires était surestimé, mais ne peut pas être revu à la hausse s'il est sous-estimé. L'adjudicataire est donc lié par le nombre de luminaires estimé dans son étude de faisabilité.

## **1.8 RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES**

Toute question concernant le présent appel d'offres doit être soumise par écrit à la personne suivante, responsable de l'appel d'offres :

Madame Sonia Maltais  
Directrice des communications et du développement des affaires  
FEDERATION QUEBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS  
1134, Grande-Allée Ouest, RC 01  
Québec (Québec) G1S 1E5

smaltais@fqm.ca

Téléphone bureau : (418) 651-3343, poste 234  
Télécopieur : (418) 651-1137

Si le soumissionnaire est d'avis qu'il y a des ambiguïtés, des oublis, des contradictions, qu'il s'interroge sur la signification du contenu du présent document, ou encore, qu'il désire obtenir des renseignements complémentaires, il doit soumettre ses questions ou commentaires par écrit au responsable de l'appel d'offres de la FQM au moins dix (10) jours avant la date limite pour le dépôt des soumissions.

Les questions et réponses aux questions (et les addendas, le cas échéant) seront transmises aux soumissionnaires par le SÉAO.

Aucun renseignement oral obtenu relativement au contrat ou à la procédure d'appel d'offres n'engage la responsabilité de la FQM ou du responsable de l'appel d'offres.

Il est interdit à tout membre du conseil d'administration de la FQM, tout employé et tout intervenant impliqué de répondre à toute demande de précision relativement au présent appel d'offres autrement qu'en référant le demandeur au responsable de l'appel d'offres.

Conformément à l'article 5.5 de la *Politique de gestion contractuelle* de la FQM, si une communication visant l'appel d'offres est faite avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres, dans le but de l'influencer, est découverte après l'adjudication du contrat, le directeur général se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant. Le cocontractant est écarté de tout appel d'offres, pendant une période de deux (2) ans.



## 1.9 ADDENDAS

La FQM se réserve le droit, s'il y a lieu, d'expliquer, de modifier ou de compléter les documents de soumission déjà en circulation avant la date limite de réception des soumissions et, le cas échéant, de modifier la date limite de réception des soumissions au moyen d'addendas. Les soumissionnaires qui sont déjà en possession des documents d'appel d'offres seront avisés, via le SÉAO, de tout addenda émis.

Tout addenda devient partie intégrante des documents d'appel d'offres. Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission une liste des addendas qui leur auront été transmis. Cette liste est dressée à partir du formulaire de l'**Annexe 1** du devis d'appel d'offres.

Tout addenda qui modifie le devis d'appel d'offres d'une manière susceptible d'avoir une incidence sur le prix des soumissions sera transmis aux soumissionnaires au moins sept (7) jours avant l'expiration du délai de réception des soumissions. À défaut, le délai de réception des soumissions sera reporté en conséquence.

## 1.10 COÛTS – PRÉPARATION ET PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Tous les coûts de préparation et de présentation de la soumission sont à la charge exclusive du soumissionnaire et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

## 1.11 CONTENU DE LA SOUMISSION (DOCUMENTS REQUIS)

La soumission doit notamment comprendre :

- le formulaire et le bordereau de soumission (**Annexe 1**) dûment remplis et signés aux endroits prévus à cette fin;
- une résolution du conseil d'administration de l'entreprise autorisant la signature des documents de soumission ou un document d'autorisation de signature valide émanant des associés, dans le cas d'une société, si le soumissionnaire n'est pas une personne physique engageant sa propre responsabilité contractuelle;
- une garantie de soumission conforme à l'article 5.1 (**Annexe 5**);
- une lettre d'engagement provenant d'une compagnie dûment autorisée s'engageant à émettre au bénéfice de la FQM un cautionnement d'exécution d'un montant de 1 000 000 \$ (**Annexe 6**);
- une lettre de préqualification provenant d'une compagnie dûment autorisée et confirmant les capacités financières du soumissionnaire et sa capacité d'obtenir un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services (**Annexe 8**);



- la déclaration de l'**Annexe 3** dûment remplie et signée (*Politique de gestion contractuelle*);
- une copie de la licence d'entrepreneur requise pour l'exécution des travaux conformément à l'article 1.26;
- l'attestation fiscale de Revenu Québec;
- l'attestation d'assurance responsabilité civile;
- l'attestation d'assurance responsabilité professionnelle;
- l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (ou au plus tard avant la date de la conclusion du contrat, conformément à l'article 1.28);
- les documents de garantie du fabricant à l'égard des luminaires et de leurs composantes;
- tout autre document requis par les documents d'appel d'offres, malgré qu'il n'apparaisse pas dans la présente énumération.

Pour chacun des documents exigés, le soumissionnaire doit se conformer aux exigences précises des documents d'appel d'offres.

## **1.12 SIGNATURE DE LA SOUMISSION**

Le formulaire et le bordereau de soumission (**Annexe 1**) doivent être signés par la personne autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration de l'entreprise ou d'un document d'autorisation de signature valide émanant des associés, dans le cas d'une société. Cette résolution ou ce document doit être joint à la soumission; il n'est toutefois pas requis lorsque le soumissionnaire est une personne physique agissant seule et qui engage sa propre responsabilité contractuelle.

Doivent également être signés et paraphés, le cas échéant, par cette personne, tous les autres documents dont une signature est requise en vertu des présentes.

L'absence de signature sur un document où la signature est requise peut entraîner le rejet de la soumission, à la seule discrétion de la FQM.

## **1.13 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

Les soumissions présentées sont considérées valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant l'heure et la date limites fixées pour la réception des soumissions.



## 1.14 CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Le soumissionnaire doit présenter une soumission conforme à toutes les exigences des documents d'appel d'offres. Toute soumission déposée jugée non-conforme pourra être rejetée.

Notamment, une soumission pourra être rejetée :

- s'il manque l'un ou l'autre des documents exigés;
- si la résolution ou le document valide autorisant une personne à signer les documents d'appel d'offres au nom de l'entreprise est absent;
- si la signature de la personne autorisée sur un document devant être signé n'y apparaît pas;
- si les addendas émis, le cas échéant, ne sont pas dans une liste qui doit être jointe à la soumission;
- si un document contient une rature ou une correction non paraphée par la personne autorisée à signer;
- si la soumission est en partie conditionnelle ou restrictive (notamment par l'ajout de conditions ou restrictions aux formulaires ayant trait aux garanties financières (**Annexes 5 à 11**)).

Une soumission sera, par ailleurs, rejetée :

- si l'heure et la date limites de même que l'endroit fixé pour la réception des soumissions ne sont pas respectés;
- si une condition mentionnée comme essentielle dans les documents d'appel d'offres n'est pas respectée.

Une erreur sans incidence sur les prix soumis ou sur l'égalité entre les soumissionnaires peut ainsi ne pas entraîner le rejet automatique de la soumission, et ce, à la seule discrétion de la FQM.

En conséquence, la FQM peut, à sa discrétion, passer outre à tout vice de forme ou défaut mineur que peut contenir la soumission et permettre à un soumissionnaire de corriger une telle irrégularité après l'ouverture des soumissions, au besoin.

## 1.15 SOUS-TRAITANT

Le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission, s'il y a lieu, une liste des travaux et / ou services qu'il entend faire réaliser par des sous-traitants. L'adjudicataire doit privilégier, dans la mesure du possible, les fournisseurs locaux à prix et qualité équivalents. La réalisation du contrat et des obligations qui en découlent, incluant les





exigences relatives à la garantie de qualité et de performance, demeure sous la responsabilité de l'adjudicataire, malgré le recours à des sous-traitants. L'adjudicataire demeure le seul responsable, envers la FQM et les municipalités participantes, des actes posés relativement aux services rendus.

### **1.16 EXAMEN DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES**

Avant de préparer sa soumission, dans le but d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage, le soumissionnaire doit examiner attentivement les documents d'appel d'offres et il est de sa responsabilité de se renseigner sur l'objet et les exigences précises du contrat.

Il est de la responsabilité du soumissionnaire de connaître la nature, l'importance, l'état et la situation géographique des biens et services visés par le contrat. À ce titre, il doit tenir compte, pour l'établissement de sa soumission, de toute disposition, circonstance, condition générale et locale pouvant avoir une incidence sur l'exécution ou sur le prix du contrat.

Par le fait de déposer une soumission, le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de tous les documents d'appel d'offres et en accepte les clauses, charges et conditions. Il reconnaît avoir pris connaissance de tout document mis à sa disposition par la FQM, le cas échéant.

### **1.17 RETRAIT D'UNE OFFRE**

Le soumissionnaire peut retirer sa soumission en tout temps avant la date et l'heure fixées pour le dépôt des soumissions sans pour cela aliéner son droit d'en présenter une nouvelle dans le délai prescrit. Il ne peut toutefois pas la retirer après la date et l'heure limites fixées pour le dépôt des soumissions.

### **1.18 PROPRIÉTÉ DE LA SOUMISSION**

La soumission déposée ainsi que les documents afférents demeurent la propriété exclusive de la FQM et ne sont pas retournés au soumissionnaire, sauf la garantie de soumission, le cas échéant. La soumission reçue après la date et l'heure fixées pour le dépôt des soumissions est automatiquement retournée, non-décachetée, au soumissionnaire.

### **1.19 POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA FQM**

Le présent appel d'offres est soumis aux règles établies dans la *Politique de gestion contractuelle* de la FQM adoptée pour ses ententes de regroupement d'achats. Il est possible de consulter cette politique sur le site internet de la FQM à l'adresse :

[http://www.fqm.ca/wp-content/uploads/2016/09/2015-12-03\\_Politique\\_gestion\\_contractuelle\\_FQM.pdf](http://www.fqm.ca/wp-content/uploads/2016/09/2015-12-03_Politique_gestion_contractuelle_FQM.pdf)



Tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, dans une déclaration jointe à sa soumission en utilisant le formulaire de l'**Annexe 3** :

- que la soumission a été préparée et déposée sans qu'il y ait eu collusion, communication, entente ou arrangement avec tout autre soumissionnaire ou personne pour convenir des prix à soumettre ou pour influencer les prix soumis;
- qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying*, sauf par une personne inscrite au Registre des lobbyistes lorsque la loi le permet;
- que les personnes suivantes :
  - le soumissionnaire;
  - un sous-traitant;
  - un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
  - une personne qui est liée au soumissionnaire ou lui était liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission;

ont préparé cette soumission sans intimidation, trafic d'influence ou de corruption;

- qu'aucune des personnes suivantes :
  - le soumissionnaire;
  - un sous-traitant;
  - un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
  - une personne qui est liée au soumissionnaire ou lui était liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission et l'année qui la précède;

n'a embauché, à quelque fin que ce soit, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres et s'engage à ce qu'aucune d'entre elles ne le fasse pendant les douze (12) mois suivant celui-ci.

## **1.20 CAUSES D'INADMISSIBILITÉ À CONTRACTER**

Le soumissionnaire est informé que la FQM peut procéder à toute vérification utile et nécessaire portant sur une cause d'inadmissibilité ou d'incapacité à contracter avec la FQM, selon la loi, cause qui pourrait affecter sa capacité à contracter avec la FQM, rendre le contrat à intervenir illégal ou, selon le cas, conduire à une cessation de l'exécution du contrat.



À cet effet, aucun contrat ne peut être conclu entre la FQM et une personne physique ou morale qui ne peut obtenir de contrat public avec une municipalité en vertu d'une loi ou d'un règlement à cet effet, notamment en matière fiscale ou électorale, ou toute autre cause prévue à la loi ou à un règlement. Si le soumissionnaire est inadmissible ou incapable de contracter avec la FQM en raison d'une telle loi ou d'un tel règlement, tout contrat qui lui sera octroyé sera considéré comme nul et il sera tenu de rembourser à la FQM et à toute municipalité participante la totalité des sommes qui lui auront été versées et de réparer le préjudice causé à la FQM ou à toute municipalité participante du fait de la nullité du contrat.

Il est par ailleurs de la responsabilité du soumissionnaire retenu de s'assurer, pendant l'exécution du contrat, que les dispositions de toute loi prévoyant des causes d'inadmissibilité ou d'incapacité à contracter avec des sous-traitants dans le cadre de contrats publics soient respectées. La FQM et toute municipalité participante n'engagent aucunement leur responsabilité à cet égard et peuvent requérir du soumissionnaire retenu, si elles le jugent à propos, toutes mesures (incluant la résiliation de sous-contrats) qui seraient jugées appropriées en cas de contravention à la loi.

En cours de réalisation du contrat, si le soumissionnaire retenu ou un sous-traitant devient inadmissible à poursuivre l'exécution d'un contrat public en vertu d'une loi ou d'un règlement, le soumissionnaire doit, sans délai, en aviser la FQM et toute municipalité participante concernée. La FQM et toute municipalité participante sera alors en droit de réclamer de ce soumissionnaire toute somme en vue de réparer le préjudice lui étant causé du fait de la cessation de l'exécution du contrat pour une telle cause.

## **1.21 RÉSERVE**

La FQM ne s'engage à accepter ni la soumission ayant obtenu le pointage le plus élevé ni aucune des soumissions reçues et elle décline toute responsabilité à l'égard de l'un ou l'autre des soumissionnaires en cas de rejet de toutes les soumissions.

Le contrat est adjugé sur décision du comité exécutif de la FQM, à sa seule discrétion, et la FQM n'est liée que par une résolution de son comité exécutif.

## **1.22 LANGUE UTILISÉE**

La FQM ne fera aucune traduction des documents et des soumissions présentés. Toute communication verbale et écrite relative au présent appel d'offres (l'offre, les documents afférents, la correspondance, etc.) doivent être faites en français. Cette exigence s'applique également en cours de contrat et aux biens livrables identifiés à l'article 2.7.

Aucun document en anglais ne sera accepté à moins que le même texte en version française d'une excellente qualité y soit joint.

Advenant qu'une proposition soit déposée en versions anglaise et française conformément au paragraphe précédent, seul le texte français sera analysé aux fins de l'étude de la conformité de la soumission et de l'établissement du pointage.



Tout document accompagnant les luminaires ou mis à la disposition de la FQM ou des municipalités participantes pour la formation de leur personnel, qu'il soit fourni par l'adjudicataire ou par le manufacturier, doit être rédigé en français. Cette exigence s'applique notamment, mais non limitativement, à toute facture, manuel d'utilisation ou d'entretien, instruction, garantie ou mise en garde quant à l'utilisation des luminaires.

Si ces documents ne sont pas rédigés en français, la FQM et toute municipalité participante peut exiger de l'adjudicataire qu'il fournisse ces documents en français dans le délai qu'elle indique. À défaut, la FQM ou toute municipalité participante peut retenir toute somme due à l'adjudicataire pour faire traduire les documents, aux frais de l'adjudicataire.

### **1.23 DISTRICT JUDICIAIRE**

Toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement au présent appel d'offres doit être soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Les parties conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social de la seule municipalité participante impliquée, ou encore, le district judiciaire de Québec (lorsqu'il y a plus d'une municipalité impliquée ou que le litige implique la FQM et qu'elle en fait la demande) comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige.

L'adjudicataire reconnaît que la FQM et chaque municipalité participante concernée a l'intérêt juridique suffisant pour intenter un recours judiciaire en vertu du présent contrat.

### **1.24 ATTESTATION FISCALE DE REVENU QUÉBEC**

Tout soumissionnaire ayant un établissement au Québec doit transmettre à la FQM, avec sa soumission, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec nommée « *Attestation de Revenu Québec* ». L'attestation du soumissionnaire est valide jusqu'à la fin de la période de trois (3) mois qui suit le mois au cours duquel elle a été délivrée. Cette attestation ne doit pas avoir été délivrée après la date limite fixée pour la réception des soumissions. Une attestation délivrée à une date postérieure à la date limite de réception des soumissions ne sera pas acceptée.

Cette attestation indique que, à sa date de délivrance, le soumissionnaire a produit les déclarations et les rapports qu'il doit produire en vertu des lois fiscales et qu'il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec, notamment lorsque son recouvrement a été légalement suspendu ou lorsque des dispositions ont été convenues avec lui pour en assurer le paiement et qu'il n'est pas en défaut à cet égard.

L'adjudicataire doit s'assurer, avant de conclure un contrat avec un sous-traitant, que ce dernier détient une telle attestation fiscale.



## 1.25 SOUMISSION ET DEMANDE DE SUBSTITUTION

### 1.25.1 Soumission

Le soumissionnaire doit obligatoirement soumettre un prix unitaire maximum pour chaque modèle de luminaire apparaissant au bordereau de soumission et l'économie d'énergie unitaire minimale y afférente, ainsi qu'un prix unitaire maximum pour l'ajout du contrôle intelligent pour chaque type de système préapprouvé. Ce sont ces prix et économies d'énergie unitaires qui sont utilisés pour les fins de comparaison entre les différents soumissionnaires (évaluation de la valeur économique d'un projet type).

Dans le cadre du contrat, le soumissionnaire doit fournir les modèles de luminaires ou de SGIE préapprouvés énumérés aux articles 2.6 et 2.7 du devis, à moins qu'une demande de substitution de matériaux soit approuvée conformément à l'article suivant.

### 1.25.2 Demande de substitution de matériaux

Après l'adjudication du contrat, une demande de substitution de matériaux peut être déposée par l'adjudicataire à la FQM afin de fournir un modèle de luminaire et / ou un système SGIE autre que les modèles préapprouvés et faisant l'objet de sa soumission.

Aux fins d'une telle demande de substitution, l'adjudicataire doit fournir les informations suivantes :

- les caractéristiques, les spécifications techniques et les autres renseignements utiles décrivant les matériaux proposés;
- tous les résultats d'essais de résistance ou de comportement exigés par la FQM et exécutés par un laboratoire reconnu, le cas échéant;
- tout autre renseignement, échantillon, essai, condition d'entretien ou rapport exigé par la FQM;
- les conséquences sur l'ensemble des travaux du projet, y incluant les conséquences financières, le cas échéant.

La FQM peut exiger que l'adjudicataire lui fasse la démonstration explicite, à sa satisfaction, que le matériau, équipement ou produit proposé est au moins équivalent aux modèles spécifiés aux documents d'appel d'offres, notamment au niveau des performances, de la facilité d'opération et d'entretien et du délai de disponibilité des pièces ou des services.

L'établissement de la preuve d'équivalence est entièrement à la charge de l'adjudicataire.

La FQM a toute autorité et entière discrétion pour approuver ou rejeter une demande d'équivalence pour substituer un modèle de luminaire et / ou un système SGIE.



Lorsque l'adjudicataire propose un ou des matériaux, équipements ou produits équivalents, il doit s'assurer de la compatibilité des composantes avec chaque système de spécialité connexe, le cas échéant, de même qu'avec les aménagements physiques proposés. L'adjudicataire est également responsable de tous les frais liés à l'intégration de ces matériaux, équipements ou produits dans le projet, incluant les frais d'analyse et de validation par les professionnels, le cas échéant.

Une demande de substitution de matériaux ne peut se traduire en une majoration du prix du contrat à la hausse. Par contre, les prix maximums unitaires seront réajustés si la substitution de matériaux proposée est moins coûteuse que le matériau spécifié.

Il appartient à l'adjudicataire qui propose une substitution de matériaux de faire la preuve qu'une telle substitution répond à l'intention et aux exigences du devis et d'en assumer les répercussions pour tous les intervenants dans le projet. Il doit assumer le coût des honoraires de professionnels relatifs aux études des substitutions et aux modifications qu'elles entraînent à la cartographie, le cas échéant.

La FQM ou une municipalité participante peut également se prévaloir de la présente disposition et demander à l'adjudicataire de lui fournir un autre modèle de luminaire et / ou d'un SGIE que ceux prévus si des changements technologiques ayant pour effet de diminuer les prix unitaires surviennent en cours d'exécution de contrat.

## **1.26 LICENCE D'ENTREPRENEUR**

Le soumissionnaire doit déposer, avec sa soumission, une copie de sa licence d'entrepreneur délivrée en vertu de la *Loi sur le bâtiment du Québec* (RLRQ, c. B-1.1) attestant qu'il possède la sous-catégorie 1.7 « *Entrepreneur en télécommunication, transport, transformation et distribution d'énergie électrique* ». L'adjudicataire et / ou un de ses sous-traitants doit également détenir une licence comprenant la sous-catégorie 16 « *Entrepreneur en électricité* », le cas échéant.

## **1.27 PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROITS D'AUTEUR**

Les travaux réalisés ou les biens fournis dans le cadre du contrat faisant l'objet de la présente demande de soumissions deviennent, dès que le *certificat d'achèvement des travaux* est émis, la propriété entière et exclusive de la municipalité qui pourra en disposer à son gré.

## **1.28 AUTORISATION DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS**

L'entrepreneur qui conclut un contrat avec un organisme public doit être autorisé par l'Autorité des marchés financiers à contracter avec un organisme public à la date de la conclusion de ce contrat, conformément à l'article 21.18 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*. Une copie de l'autorisation délivrée par l'Autorité des marchés financiers doit être déposée avec la soumission ou au plus tard avant la date de la conclusion du contrat.



Cette autorisation doit être en vigueur lors de la conclusion du contrat ainsi que pendant toute l'exécution de celui-ci.

## 1.29 GARANTIE DES ÉQUIPEMENTS

Le soumissionnaire doit fournir, avec sa soumission, l'ensemble des documents de garantie du fabricant à l'égard des luminaires et du système SGIE (et de leurs composantes). Le soumissionnaire s'engage à respecter et honorer la garantie **légal**e de qualité prévue aux articles 1726 et suivants du *Code civil du Québec* comme s'il était le fabricant des équipements et de leurs composantes.

Il s'engage également à entreprendre les démarches nécessaires pour que chaque municipalité participante puisse bénéficier des garanties **contractuelles** du fabricant des luminaires, du SGIE et de leurs composantes, au même titre que le soumissionnaire-vendeur.

Il est cependant entendu, tel que prévu au formulaire de cautionnement d'exécution (pour les municipalités participantes), que les garanties prévues au contrat seront couvertes par ce cautionnement pour une période n'excédant pas deux (2) ans à compter de la fin des travaux.

## 2. CLAUSES TECHNIQUES

### 2.1 DESCRIPTION DU PROJET

L'adjudicataire doit réaliser un projet écoénergétique de conversion de l'éclairage de rues selon un mode « *clé en main* » pour toutes les municipalités participantes. Le contrat vise la fourniture et l'installation de luminaires de rues et d'un SGIE, le cas échéant, incluant des services connexes. L'ensemble des obligations de l'adjudicataire est notamment décrit aux articles 2.2 et 2.3.

### 2.2 DESCRIPTION SOMMAIRE DES OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

Dans le cadre du contrat, l'adjudicataire (et / ou ses sous-traitants) doit notamment fournir les services énumérés ci-après :

- l'audit complet des infrastructures d'éclairage ciblées par les municipalités participantes pour les travaux d'éclairage de rues;
- l'analyse de la consommation énergétique;
- la conception des mesures d'amélioration du rendement énergétique (éclairage de rues);
- la conception du système SGIE incluant des équipements nécessaires pour le fonctionnement du système, le cas échéant;





- la préparation de la cartographie sur support informatique de type « *MAP-INFO* » ainsi que les bases de données associées;
- la fourniture des matériaux et des équipements et leur installation conformément aux plans et devis;
- la gestion du projet et l'administration du contrat;
- la gérance de la construction, c'est-à-dire la direction, la coordination et la supervision de la mise en œuvre des travaux de construction (éclairage de rues);
- l'entretien des luminaires fournis dans le cadre du contrat, et ce, pour toute la durée d'amortissement du projet (PRI);
- la garantie de performance selon les modalités prévues à l'article 2.3.8;
- la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation à l'efficacité énergétique pour l'utilisation de l'éclairage de rue efficace;
- les services de suivi post-construction, c'est-à-dire le « *monitoring* » de la consommation énergétique et l'émission de rapports annuels de conciliation quantifiant les économies réalisées, et ce, jusqu'à ce que les exigences de la garantie de performance soient atteintes.

De plus, l'adjudicataire doit dispenser une formation aux employés de chaque municipalité participante qui sont affectés à l'exploitation et à l'entretien des luminaires de rues.

## **2.3 DESCRIPTION DÉTAILLÉE D'UN PROJET TYPE À RÉALISER**

### **2.3.1. Analyse d'opportunités**

Chaque projet doit débiter par la réalisation, par l'adjudicataire, d'une analyse d'opportunités individualisée pour chaque municipalité participante. Cette étude doit permettre à la Municipalité participante de connaître son potentiel d'économie d'énergie et la PRI, c'est-à-dire le délai qu'il lui faudra pour payer les luminaires et le SGIE (le cas échéant) en fonction du prix forfaitaire proposé lequel ne devra jamais être supérieur au nombre de luminaires multiplié par les prix unitaires maximums soumis. Les économies d'énergie ne devront jamais être inférieures aux économies d'énergie minimales soumises.

L'adjudicataire doit fournir à la municipalité participante l'analyse d'opportunités au plus tard quatre (4) semaines suivant le moment où la demande a été faite.

Une copie de cette analyse doit également être transmise à la FQM, dans le même délai, à l'attention de madame Sonia Maltais au 1134, Grande Allée Ouest, RC 01, Québec (Québec) G1S 1E5. L'analyse d'opportunités n'est pas facturée à la municipalité participante et aucune somme d'argent ou indemnité n'est payée à l'adjudicataire par la FQM en raison de la réalisation de cette étude.





L'analyse d'opportunités doit prévoir un prix forfaitaire pour la réalisation de l'étude de faisabilité dont le contenu est décrit à l'article 2.3.2.

### 2.3.2.   tude de faisabilité

Si une municipalité participante détermine, après avoir pris connaissance de l'analyse d'opportunités, qu'il est opportun de procéder à la réalisation d'un projet d'éclairage écoénergétique, elle peut alors demander à l'adjudicataire de procéder à la réalisation d'une étude de faisabilité complète. C'est à ce moment qu'elle doit faire son choix quant à l'ajout ou non du contrôle intelligent. L'étude de faisabilité vise à confirmer la faisabilité technico-économique de l'analyse d'opportunités et à en raffiner le contenu.

L'étude de faisabilité résulte d'une série d'enquête et d'analyse dont notamment des analyses photométriques menées à l'égard des luminaires de rues de la municipalité participante et qui sert à confirmer les résultats de chacune des mesures qui font l'objet de l'analyse d'opportunités et à déterminer celles à être implantées dans le cadre du projet. L'étude de faisabilité confirme également les conclusions de l'analyse d'opportunités, à savoir les économies d'énergie ainsi que les investissements requis pour y parvenir, établissant ainsi la PRI définitive. La PRI doit être calculée en considérant une valeur statutaire d'économie d'entretien préétablie par la FQM    25 \$ / luminaire / année.

Les économies d'entretien ne doivent pas être additionnées aux économies d'énergie minimales garanties et apparaissant au bordereau de soumission (**Annexe 1**).

L'étude de faisabilité doit notamment inclure :

- une description de l'équipement ou des systèmes existants, ainsi que de l'état et de l'exploitation au moment de l'élaboration du rapport;
- l'identification de tous les luminaires de rue qui font l'objet d'une modernisation;
- une description des travaux proposés, leur portée, les paramètres ayant servis aux calculs des économies, leur coût de mise en œuvre et les économies d'exploitation projetées qui y sont associées;
- le contenu du programme de formation;
- le contenu de la campagne de communication et de sensibilisation;
- le prix forfaitaire payable par la municipalité participante en fonction du nombre de luminaires requis et des prix unitaires maximums soumis par l'adjudicataire. Il est entendu que la municipalité et l'adjudicataire peuvent négocier un prix forfaitaire inférieur à celui proposé, la seule limite est que le prix forfaitaire à être payé ne doit pas être supérieur au montant obtenu en multipliant le nombre de luminaires par le prix unitaire maximal soumis additionné du prix unitaire soumis pour l'ajout du contrôle intelligent par le nombre de luminaires requis ainsi que des prix forfaitaires soumis pour le logiciel, le cas échéant;



- un échéancier de mise en œuvre du projet qui permet la poursuite des activités normales de la municipalité participante;
- un tableau des mouvements de trésorerie à partir duquel est établie la PRI du projet.

La municipalité participante n'aura aucun frais à payer à l'adjudicataire pour la réalisation de l'étude de faisabilité dans l'une ou l'autre des éventualités suivantes :

- si l'étude de faisabilité ne démontre pas que les économies d'énergie résultant de la mise en œuvre des mesures proposées ne sont pas au moins égales ou supérieures aux économies d'énergie prévues dans l'analyse d'opportunités;
- la PRI définitive n'est pas au moins égale à 95 % de la PRI prévue dans l'analyse d'opportunités.

Dans l'éventualité où les deux conditions énumérées ci-avant sont respectées, la municipalité participante doit choisir entre l'une ou l'autre des options suivantes :

- réaliser le projet d'éclairage écoénergétique proposé et n'encourir aucun frais autre que le montant forfaitaire pour les travaux et spécifié à l'étude de faisabilité, ou;
- ne pas réaliser le projet d'éclairage écoénergétique proposé et n'encourir aucun frais autre que le montant forfaitaire spécifié à l'analyse d'opportunités pour la réalisation de l'étude de faisabilité. Dans ce cas, le paiement doit être fait dans les trente (30) jours du moment où la municipalité informe l'adjudicataire de sa décision.

L'adjudicataire doit fournir à la municipalité participante son étude de faisabilité au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la demande de la municipalité à cette fin. Il doit également remettre à la municipalité, au même moment, une lettre d'engagement à fournir des garanties financières spécifiques au projet, telles qu'exigées à l'article 5.2. Une copie de l'étude de faisabilité et de la lettre d'engagement doivent également être transmises à la FQM, dans ce même délai, à la même personne et à la même adresse que l'analyse d'opportunités.

La municipalité participante doit informer l'adjudicataire et la FQM de sa décision de réaliser ou non les travaux de construction visés par l'étude de faisabilité, et ce, au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de réception de cette étude. Si elle décide d'aller de l'avant, un contrat est signé entre l'adjudicataire et elle en fonction du contrat type joint à l'**Annexe 4** du présent document, lequel cristallise les droits et obligations des parties et le prix du contrat.

Lors de la signature du contrat, l'adjudicataire doit fournir à la municipalité participante un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services, conformément à ce qui est prévu à l'article 5.2. Une copie du contrat dûment signé ainsi que des cautionnements fournis doivent être transmis à la FQM au plus tard dans les quinze (15) jours de la signature du contrat.



### 2.3.3. Services d'ingénierie

Tous les services d'ingénierie requis aux fins de l'installation des luminaires, du SGIE et de la garantie de performance doivent être fournis par l'adjudicataire dans le cadre du présent contrat dont notamment les services suivants :

- réalisation des calculs photométriques pour chacune des municipalités participantes;
- préparation de la cartographie sur support informatique de type « *MAP-INFO* » (ou en format « *Esri ArcGIS* ») ainsi que les bases de données associées;
- conception et réalisation de l'ingénierie de détail du SGIE;
- création de la base de données de l'inventaire détaillé des luminaires pris en charge par le nouveau logiciel SGIE;
- inspection finale des travaux exécutés pour s'assurer qu'ils sont conformes;
- vérification et annotation, pour fins de recommandation, des fiches signalétiques des produits et ceux des fournisseurs d'équipements pour s'assurer qu'ils respectent la cartographie et les bases de données associées;
- dispensation de services-conseils à la municipalité participante sur les problèmes techniques pouvant survenir pendant la réalisation des travaux;
- préparation et mise à jour des manuels pour l'entretien et le fonctionnement des équipements.

### 2.3.4. Travaux de construction

L'adjudicataire a l'obligation d'assumer les tâches et responsabilités suivantes à l'égard des travaux de construction :

- assurer la surveillance et la coordination des travaux;
- s'occuper de la correspondance relative aux travaux de construction;
- le cas échéant, transmettre les avis de changements et les négocier avec les fournisseurs d'équipements et les entrepreneurs spécialisés ;
- organiser périodiquement des réunions de chantier;
- rédiger et distribuer les procès-verbaux des réunions de chantier;
- inspecter les travaux exécutés par ses sous-traitants, le cas échéant, pour s'assurer qu'ils sont exécutés conformément aux lois et règlements ainsi qu'aux codes et normes applicables;



- voir à ce que tous les règlements applicables concernant la santé et la sécurité des travailleurs soient respectés durant les travaux;
- permettre aux représentants de la municipalité participante d'avoir accès au chantier en tout temps pendant les travaux;
- s'assurer de la remise en état des lieux après la fin des travaux et obtenir par écrit l'autorisation de la municipalité participante de disposer des appareils ou équipements qui sont devenus excédentaires dans le cadre des travaux;
- veiller, après l'émission de l'avis de commencement jusqu'à la fin de la période de garantie des travaux, à ce qu'il y ait une personne disponible pour traiter les appels de dépannage et les urgences.

Le calendrier des travaux doit être remis par l'adjudicataire à la municipalité participante au moins cinq (5) jours avant le début des travaux et des réunions de chantier doivent également être convoquées à la demande de la municipalité ou de l'un de ses représentants.

Les travaux d'installation devront être complétés au plus tard six (6) mois après la confirmation par la municipalité participante qu'elle souhaite réaliser le projet. À la fin des travaux, l'adjudicataire transmet à la municipalité un certificat d'achèvement des travaux qui doit être approuvé par la municipalité pour avoir effet.

#### 2.3.4.1 Services d'accompagnement

Avant le début des travaux, si la municipalité participante n'a pas requis les services d'accompagnement de la FQM à cette fin, elle peut, à ses frais, retenir les services d'un professionnel externe afin de l'accompagner dans toutes les étapes de réalisation du projet et notamment pour lui fournir une recommandation de paiement qui tient compte des dénonciations de contrat reçues par la municipalité, de l'état d'avancement des travaux (à la date de la demande de paiement) et des quittances reçues de l'entrepreneur, de façon à ce que la municipalité puisse faire ses paiements en conformité avec les articles 2122 et 2123 du *Code civil du Québec*.

#### 2.3.5. Phase post-construction – Obligations de l'adjudicataire

Suivant l'approbation écrite par la municipalité participante du certificat d'achèvement des travaux et de l'approbation de « *l'avis de commencement* », l'adjudicataire doit, pour l'ensemble des équipements touchés par les mesures :

- examiner périodiquement les protocoles d'exploitation et d'entretien pour s'assurer qu'ils sont respectés et que les économies d'énergie prévues peuvent être réalisées;



- produire un « **rapport de conciliation** » au plus tard un an après « *l'avis de commencement* », et ensuite, à chaque anniversaire de l'avis jusqu'à l'atteinte des objectifs identifiés à l'article 2.3.8. Le rapport de conciliation est préparé à titre informatif pour revue et approbation par le représentant de chaque municipalité participante et fait état de la valeur de conciliation tel que définie à l'art. 1.3, en faisant les adaptations nécessaires.
- dans l'éventualité où la valeur de conciliation est négative pour l'une ou l'autre des années suivant la date de commencement, l'adjudicataire doit, en plus de payer les sommes dues par le biais de la garantie de performance prévue à l'article 2.3.8., faire rapport à la municipalité, lui soumettre des recommandations et apporter des modifications aux travaux, le cas échéant ;

#### 2.3.6. Formation aux employés de la municipalité participante

L'adjudicataire devra fournir les services d'un formateur pour une période minimale de six (6) heures (ou le temps nécessaire à la compréhension des employés qui seront présents) afin d'enseigner les méthodes d'opération et d'entretien des luminaires et des équipements fournis. Cette formation aura lieu à une date et au lieu fixés par chaque municipalité participante au plus tard dans les deux (2) semaines suivant l'émission du certificat d'achèvement des travaux.

#### 2.3.7. Garantie d'entretien

Les luminaires fournis dans le cadre du présent contrat sont garantis (pièces et main-d'œuvre) pour toute la durée de la PRI, aux frais de l'adjudicataire. Ce dernier doit fournir les matériaux, l'outillage et la main-d'œuvre nécessaire pour réparer ou remplacer tout appareil défectueux (incluant le système SGIE). La garantie d'entretien comprend la fourniture et l'installation des pièces défectueuses en lien avec des équipements qui sont fournis et installés dans le cadre du projet par l'adjudicataire. Il ne couvre pas le nettoyage d'entretien régulier des équipements.

L'adjudicataire a un délai de quinze (15) jours pour procéder aux réparations faisant l'objet de cette garantie après avoir été avisé par la municipalité participante du bris. Est un appareil défectueux au sens du présent article tout appareil qui ne remplit pas les fonctions pour lesquelles il a été conçu.

#### 2.3.8. Garantie de performance

L'adjudicataire garantit aux municipalités participantes les économies d'énergie annuelles contenues à l'étude de faisabilité découlant de l'implantation des mesures de modernisation des luminaires de rues pour une période maximale équivalente à la durée de la PRI. La garantie prendra fin lorsqu'il y aura une valeur de conciliation neutre ou positive pendant deux (2) années consécutives.



Les économies d'énergie commencent à être comptabilisées le premier jour du mois suivant le mois pendant lequel l'avis de commencement est transmis à la municipalité.

La retenue de 10 % appliquée sur chacun des versements à l'adjudicataire, conformément à l'article 6.8, sera conservée par la municipalité à titre de garantie de performance.

À chaque année, l'adjudicataire procédera à un rapport de conciliation de la performance financière du projet, lequel fera état de la valeur de conciliation, et en remettra une copie au représentant autorisé de la municipalité participante. La municipalité participante fera, à chaque année, une retenue permanente (non-remboursable) sur la garantie de performance équivalente à la différence entre les économies prévues et les économies réelles, si la valeur de conciliation est négative.

À la fin de la première année où les économies projetées seront atteintes (valeur de conciliation neutre ou positive), la municipalité libèrera 50 % de la garantie de performance (auxquelles sont soustraites les retenues permanentes, le cas échéant) et le solde de celle-ci sera libéré l'année suivante si la performance projetée est encore atteinte.

Tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas une valeur de conciliation neutre ou positive pendant deux (2) années consécutives, la municipalité retiendra donc, de façon permanente, sur la garantie de performance, une somme équivalente à la différence entre les économies prévues et les économies réelles. Une fois cette condition rencontrée, la garantie de performance (ou le solde de celle-ci) sera libérée.

Dans le cas où la garantie de performance n'est pas suffisante pour compenser l'écart entre les économies d'énergie annuelles projetées et réelles, l'adjudicataire doit payer à la municipalité le montant manquant et la municipalité réserve ses recours à cet égard.

## **2.4 DOCUMENT FOURNIS PAR LA MUNICIPALITÉ PARTICIPANTE**

Toute municipalité participante fournit à l'adjudicataire, sur demande, toutes les factures énergétiques qu'elle possède de son parc d'éclairage de rues, ou encore, une procuration pour qu'il obtienne directement les informations d'Hydro-Québec. Dans ce dernier cas, l'adjudicataire doit transmettre une copie des informations et documents obtenus d'Hydro-Québec à la municipalité.

La FQM pourrait également obtenir une copie de ces documents et informations, sur demande. La municipalité doit également fournir à l'adjudicataire tout plan du réseau d'éclairage de rues si elle en a un en sa possession.

Il revient à l'adjudicataire de s'occuper de toutes les communications avec Hydro-Québec aux fins de l'application du contrat et notamment pour l'ajustement de la facturation.



## 2.5 ÉQUIPEMENTS NON FOURNIS

La FQM et toute municipalité participante ne fournit aucun moyen de communication, tel que des cellulaires, à l'adjudicataire. Les frais de stationnement et de déplacement sont à la charge de l'adjudicataire et doivent être inclus dans les prix unitaires soumis. De plus, la FQM et les municipalités participantes ne fournissent aucun local ou espace de travail à l'adjudicataire.

## 2.6 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES LUMINAIRES

Les luminaires fournis dans le cadre du présent appel d'offres doivent minimalement avoir les critères généraux de qualité et de performance suivants :

- matériaux et concept permettant une dissipation de chaleur optimale;
- appareil réduisant au minimum la lumière intrusive et permettant la réduction de la pollution lumineuse;
- concept permettant une adaptation directe sur les tenons des lampadaires existants;
- le fabricant doit avoir une expérience en fabrication d'appareils au DEL d'au moins cinq (5) ans (minimum) et reconnue au Québec;
- posséder un facteur de puissance de plus de 90 %;
- plage d'opération pour des températures de -35 °C à + 40 °C. Les luminaires doivent être conçus de manière à empêcher la formation de glaçons sur le fût;
- posséder une protection contre les surtensions respectant la norme « *ANSI C-High* » (10 kV / 10 kVa);
- la durée de vie minimale de l'ensemble de l'appareil doit être de 100 000 heures selon la norme « *L70* » de l'IES;
- l'appareil doit comporter une efficacité minimale de 85 lumens / W;
- les appareils doivent permettre d'offrir une intensité et une qualité lumineuses égales ou supérieures à celles actuelles ;
- les appareils doivent posséder la capacité de s'adapter aux nouvelles technologies et être de type « *appareil intelligent* » (ex. : contrôle WIFI).

Les deux modèles suivants sont préapprouvés et possèdent les caractéristiques techniques et de fabrication à rencontrer :

- Fabricant : Philips  
Série: RoadFocus (3000 K)





- Manufacturier : GE  
Série: Evolve (3000 K)

### 2.6.1. Spécifications techniques du SGIE

Approche globale :

Dans un souci de versatilité de systèmes possibles, le système de gestion intelligent de l'éclairage (SGIE) devra être conçu selon une architecture permettant autant un « stockage » des données sur un serveur propriétaire (municipalité) que sur un site d'hébergement (« cloud »). De plus, le lien de communication entre le serveur propriétaire (le cas échéant) et les équipements terrain (passerelles) devra lui aussi pouvoir être de type soit sans fil ou solide<sup>1</sup> (fibre optique). À cet effet, et pour fins d'évaluation du projet type prévu au bordereau de soumission, un prix pour chacune des deux possibilités est demandé (hébergement et serveur municipalité).

### 2.6.2. Réseau de télécommunications sans fil

L'ESE devra fournir les liaisons sans fil bout en bout entre les équipements de terrain (passerelles et nœuds) et le serveur du logiciel de gestion (situés dans les locaux de la municipalité participante et / ou en hébergement), et ce, pour toute la durée de la période d'amortissement du projet (PRI).

### 2.6.3. Propriété des logiciels du SGIE

Tous les logiciels composant le SGIE, tant ceux requis pour le serveur d'application, que les logiciels de la base de données déployés pour le projet seront la propriété de la municipalité participante.

L'adjudicataire doit fournir les trousse de développement logiciel (SDK).

L'adjudicataire doit remettre à la municipalité participante les éléments permettant la réinstallation de tous les logiciels sur clé USB, incluant toutes les licences d'autorisation, les bons de commande originaux et, le cas échéant, toutes les mises à jour pour les logiciels.

Le présent article de limite en rien la portée et la responsabilité de l'adjudicataire à la mise à jour du logiciel SGIE au terme de la période du contrat de garantie, tel que décrit dans le présent document.

---

<sup>1</sup> Pour les fins de la soumission, aucun coût de mise en place de fibre n'est à prévoir par le soumissionnaire, le tout étant aux frais de la municipalité participante si cette dernière décide de mettre en place une telle infrastructure. Pour les fins de l'appel d'offres, seul le coût de communication sans fil doit être inclus par le soumissionnaire à son prix unitaire.





#### 2.6.4. Entretien des nouveaux équipements installés

Le soumissionnaire doit fournir tout l'outillage et la main d'œuvre nécessaires pour l'entretien des appareils (éclairage, contrôles, etc.) incluant les mises à jour du logiciel SGIE (mineures et majeures), mis en place dans le cadre du projet, et ce, pour toute la durée de la période d'amortissement du projet (PRI).

### 2.7 EXIGENCES TECHNIQUES MINIMALES DU SYSTÈME DE GESTION INTELLIGENTE DE L'ÉCLAIRAGE (SGIE)

EXIGENCES MINIMALES	
Nœud de communication	
Réceptacle	Compatible avec norme NEMA ANSI C136.41 Compatible avec les luminaires pré approuvés
Voltage	120 - 277 V
Température d'opération	- 40 °C à 50 °C
Puissance maximale raccordée	400 W
Certification	FCC part 15, CSA ou ULC
Signal de gradation	0-10 VDC
Protection de surcharge	Norme ANSI C62.41 6 kV
Puissance Autonomie	Max 2 W Horloge astronomique
Mesurage - données mesurées	Voltage RMS
	Ampérage RMS
	Puissance active (W)
	Puissance réactive (VAR) Facteur de puissance (FP)
	Durée d'opération
	État du luminaire (ON - OFF)
	Détection de faute du luminaire
Précision du module de mesurage	2 % au moins
Sécurité	Encryptage AES de 256 bits et authentification par certificat
Mise à jour de la programmation (« firmware »)	La mise à jour de la programmation du nœud est affectée à distance, à même le réseau RF (« <i>Over the air</i> » - OTA)



EXIGENCES MINIMALES	
Horloge interne	Synchronisation automatique de l'horloge interne
Garantie du fabricant	10 ans sur pièces
<b>Passerelle (« gateway »)</b>	
Boîtier	Boîtier certifié NEMA 4X ou IP66
Voltage	120 V / 240 V / 347 V à 60 HZ
Normes Hydro-Québec	Tous les boîtiers raccordés directement à des lignes électriques rencontrent les exigences d'Hydro-Québec
Température d'opération	- 40 °C à 50 °C
Certification	FCC part 15, CSA ou ULC
Protocole de communication vers le logiciel de gestion	Réseau cellulaire ou TCP / IP IPv4 et IPv6, SOAP, JSON ou MQTT; via Ethernet
Communication cellulaire	La passerelle est munie d'un modem cellulaire fonctionnel sur les grands réseaux cellulaires locaux (Bell, Rogers, Telus, etc.) et non-verrouillés Un modem cellulaire doit permettre de recevoir une carte SIM
Entreposage des données	La passerelle (ou les nœuds) est munie d'un système enregistrant localement les données transmises par les nœuds
Mise à jour de la programmation (« firmware »)	La mise à jour de la programmation de la passerelle est effectuée à distance, à même le réseau RF (« <i>Over the air</i> » - OTA)
Horloge interne	Synchronisation automatique de l'horloge interne
Garantie du fabricant	10 ans sur pièces
<b>Serveur et interface usager (logiciel de gestion)</b>	
Interface usager	L'interface utilisateur permet de contrôler tous les équipements terrain via une interface web
Trousse de développement logiciel	Les trousseaux de développement logiciel doivent être disponibles pour l'ajout de nouvelles fonctionnalités et intégration de nouvelles applications
Plateforme	Le logiciel de gestion doit être compatible pour être installé dans un environnement virtuel sécurisé et/ou VMWARE
Interface usager - fonctionnalités requises	Permet l'affichage sur une carte de la ville, la position de tous les nœuds et passerelles ainsi que d'afficher en temps réel les informations relatives à chaque nœud et passerelle
	Permet aux utilisateurs autorisés de contrôler en temps réel un luminaire ou un groupe de luminaires avec des commandes d'allumage, d'arrêt et de modification des niveaux d'éclairage (%) et de mesure



EXIGENCES MINIMALES	
Interface usager - fonctionnalités requises (suite)	Permet aux utilisateurs autorisés d'assigner des programmes horaires avec des niveaux d'éclairage spécifiques à un luminaire ou un groupe de luminaires.
Interface usager - fonctionnalités requises (suite)	Permet d'établir des programmes d'horaires exécutables à un jour spécifique, à une semaine spécifique, à une fin de semaine spécifique et à un mois spécifique.
	Permet de générer des rapports qui présentent l'état de chaque luminaire : état de fonctionnement (ON / OFF), nombre d'heures d'utilisation, énergie consommée, etc.
	Permet d'afficher en temps réel toutes les données recueillies par le nœud et la passerelle
	Permet de faire clignoter (de façon programmée ou manuelle) un groupe de luminaires (rue) selon une durée programmable, tel que le cas d'utilisation à l'arrivée des équipements de déneigement
Sécurité	La création des comptes utilisateurs avec différents droits d'accès par l'administrateur via l'interface usager
	L'accès à l'interface se fait via un protocole sécurisé
Interface usager - langue	L'interface utilisateur est rédigée en langue française
Serveurs (hébergement ou propriétaire)	Le serveur et la base de données doivent permettre d'être hébergés soit localement sur une plateforme fournie par le soumissionnaire (le cas échéant) ou soit sur un serveur nuage sécurisé
Historiques	Le logiciel de gestion enregistre des historiques de chacune des données mesurées des nœuds, des commandes d'arrêt / départ, du temps de marche, des fautes, etc.
Rapports	<p>Le logiciel de gestion produit des rapports sur demande contenant les informations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Temps de fonctionnement d'un luminaire ou d'un groupe de luminaires selon une période ajustable;</li> <li>2. Consommation électrique d'un luminaire ou d'un groupe de luminaires selon une période ajustable;</li> <li>3. Liste des luminaires en défaut;</li> <li>4. Liste des pertes de communication avec un luminaire (date, heure, durée);</li> <li>5. Liste des pertes de communication avec la passerelle (date, heure, durée);</li> <li>6. Historique des données mesurées par luminaire ou groupe de luminaires selon une période ajustable;</li> <li>7. Les rapports sont exportables en format PDF, XLS, CSV, etc.</li> </ol>
Alarmes	Le logiciel de gestion génère des alarmes selon différentes conditions. Ces alarmes doivent être affichées à l'interface usager et doivent permettre une retransmission par courriel ou SMS



## **Systèmes / manufacturiers SGIE préapprouvés :**

- GE;
- Dimonoff.

## **2.8 AUTRES BIENS LIVRABLES**

L'adjudicataire doit fournir à chacune des municipalités participantes, aux fins de l'approbation du certificat d'achèvement des travaux, une copie de la cartographie sur support informatique ainsi que les bases de données y étant associées. Il doit également fournir, à ce même moment, les manuels d'opération et d'entretien des appareils mis en place.

## **2.9 REDEVANCE**

L'adjudicataire doit fournir à la FQM annuellement, au plus tard le 31 mars 2019 (et ainsi de suite pour chaque année du contrat), un rapport des ventes pour l'année précédente se terminant au 31 décembre, lequel doit contenir le montant total qui lui a été versé au cours de cette période (avant taxes) par chaque municipalité participante.

L'adjudicataire doit verser à la FQM, dans ce même délai (au plus tard le 31 mars 2019 pour la période se terminant au 31 décembre 2018 et ainsi de suite), une redevance de 2,75 % calculée sur le montant total avant taxes des montants perçus au cours de la période visée. À ces montants s'ajouteront toutes les taxes applicables au moment du paiement.

La redevance est utilisée par la FQM notamment pour la gestion du présent appel d'offres et des contrats en découlant pour l'ensemble des municipalités participantes.

## **3. MODALITÉS D'ÉVALUATION DES OFFRES ET D'ATTRIBUTION DES POINTS**

### **3.1 ÉVALUATION PAR UN COMITÉ DE SÉLECTION**

Le comité de sélection procède à l'évaluation de toutes les offres de services à partir des critères définis à la section 4.

Le comité détermine dans quelle mesure chaque offre de services répond aux exigences du document d'appel d'offres et évalue celle-ci à partir des seuls renseignements qu'elle contient.



### 3.2 PRÉCISIONS

S'il se révélait nécessaire pour le comité d'obtenir des précisions sur l'un ou l'autre des renseignements fournis dans l'offre, ces précisions en deviendraient partie intégrante. Toutefois, les précisions fournies ne doivent pas améliorer l'aspect qualitatif de l'offre ni ajouter de nouveaux éléments qui n'auraient pas été traités dans l'offre.

### 3.3 ÉVALUATION EN FONCTION DE LA GRILLE D'ÉVALUATION

Chacune des offres de services est évaluée individuellement et, pour chaque critère, un nombre de points est alloué suivant la grille d'évaluation.

Pour chacune des offres, une fois tous les critères évalués, le comité additionne les points obtenus pour un total maximal de cent (100) points. Seules les offres ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins soixante-dix (70) seront admissibles à la deuxième étape (attribution du pointage final en fonction de la formule prévue à l'article 3.5).

### 3.4 BARÈME D'ÉVALUATION DE L'OFFRE

1. Structure organisationnelle du soumissionnaire	10 points
2. Expérience et expertise du soumissionnaire en projets écoénergétiques d'éclairage de rues et de mise en place de SGIE	20 points
3. Organisation / planification / contrôle des coûts	10 points
4. Qualité et pertinence de la campagne de sensibilisation proposée	10 points
5. Présentation du système de gestion intelligente de l'éclairage	10 points
6. Plan d'entretien proposé et garantie d'entretien	15 points
7. Plan de mise en œuvre pour la réalisation du contrat	25 points

### 3.5 ATTRIBUTION DU POINTAGE FINAL

Le comité de sélection établit le pointage final de chaque soumission ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins soixante-dix (70) en multipliant le pointage intérimaire obtenu retranché de dix (10) points (addition de l'ensemble des points attribués aux critères prévus à la section 4 - 10 points) par la valeur économique du projet type (VAN 25 ans) suivant les prix forfaitaires et unitaires maximums et économies d'énergie unitaires minimums contenus au bordereau de soumission (**Annexe 1**), divisé par 10 000 :

$$\text{pointage final} = \frac{(\text{pointage intérimaire} - 10) \times (\text{valeur économique finale (25 ans)})}{10\,000}$$



La valeur économique finale (Valeur Actuelle Nette 25 ans) du projet est calculée en utilisant un taux d'actualisation de l'argent de 5 % (prêt de financement) et un taux d'indexation annuel du coût de l'énergie de 2 %. Le prix unitaire d'énergie qui sera utilisé pour le calcul de la VAN (et éventuellement de la PRI) est celui d'Hydro-Québec en vigueur, soit 0,1024 \$ / kWh.

Une VAN 25 ans est comptabilisée, par la FQM, pour chacun des deux appareils apparaissant au bordereau des prix en utilisant les montants présentés aux cellules A, B, C et D dudit bordereau. Les soumissionnaires n'ont pas l'obligation de produire le calcul de la VAN avec leur soumission et s'ils en produisent un, c'est le calcul de la FQM qui prévaut en cas de disparité.

Chacune de ces deux VAN 25 ans est calculée en considérant le coût des travaux (cellules A et C du bordereau) dépensé à l'année zéro (0) et en utilisant l'économie annuelle d'énergie (cellules B et D du bordereau) comptabilisée à partir de l'année un (1) jusqu'à la vingt-cinquième (25<sup>e</sup>) année inclusivement.

Aux fins de l'établissement de la valeur économique finale du projet, la FQM additionne 50 % de chacune des VAN 25 ans établie pour chacun des deux modèles de luminaires apparaissant au bordereau de soumission. Par la suite, elle retranche le coût d'investissement initial du SGIE en y attribuant une pondération de 25 % considérant, comme prémisse, qu'une municipalité sur quatre (4) utilisera la mise en place de ce système intelligent. Comme coût d'investissement initial du SGIE, 50 % de la solution hébergement sera utilisée et additionnée à 50 % de la somme de la solution propriétaire. Le calcul des VAN 25 ans est effectué en excluant toutes taxes applicables. La formule utilisée est donc la suivante :

$[50 \% \text{ VAN A et B (modèle Philips RoadFocus)} + 50 \% \text{ VAN C et D (modèle GE Evolve)}] - [(50 \% \text{ coût d'investissement solution hébergement H (contrôle intelligent)} + 50 \% \text{ coût d'investissement solution propriétaire L (contrôle intelligent)}) \times 25 \%$  = **valeur économique finale (25 ans).**

Les économies d'entretien ne doivent pas être additionnées aux économies d'énergie. Elles doivent être utilisées uniquement aux fins du calcul de la PRI (valeur préétablie de 25 \$ par luminaire - voir article 2.3.2).

#### EXEMPLE DE CALCUL D'UNE VALEUR ÉCONOMIQUE FINALE (25 ANS) :

VAN (A et B) (Philips RoadFocus)	=	100 000 \$
VAN (C et D) (GE Evolve)	=	90 000 \$
Coût investissement SGIE (Solution Hébergement) (H)	=	40 000 \$
Coût investissement SGIE (Solution Propriétaire) (L)	=	50 000 \$

$[50 \% \times 100\,000 \$ + 50 \% \times 90\,000 \$] - [(50 \% \times 40\,000 \$ + 50 \% \times 50\,000 \$) \times 25 \%$  = 83 750 \$



EXEMPLE : 
$$\text{Pointage final} = \frac{(\text{pointage intérimaire} - 10) \times (83\,750 \$)}{10\,000}$$

### 3.6 TRANSMISSION DES RÉSULTATS AUX SOUMISSIONNAIRES

La FQM, après l'adoption d'une résolution par son conseil d'administration pour l'adjudication du contrat, transmet à chacun des soumissionnaires une copie de cette résolution.

### 3.7 ACCÈS À L'INFORMATION

Toute personne physique ou morale qui présente une soumission reconnaît, de ce fait, que les documents qui en font partie sont assujettis à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1).

### 3.8 RÈGLES DE PRÉSENTATION

La soumission doit être présentée en format 8,5 x 11 et la police d'écriture doit être de 10 points minimum. Le document doit inclure une table des matières et chaque partie du document doit être clairement identifiée avec des onglets séparateurs en lien avec chacun des critères. De plus, les informations doivent être présentées dans le même ordre et selon la même numérotation que les critères apparaissant à la section 4 du présent devis.

## 4. CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SÉLECTION

### – Échelle d'attribution des points à l'égard des critères

L'évaluation de chacun des six critères ci-dessous est réalisée de la façon suivante :

100 % X points = « *excellent* »

(qui dépasse substantiellement, pour tous les éléments importants, le niveau de qualité recherché);

90 % X points = « *beaucoup plus que très satisfaisant* »

(qui dépasse, pour plusieurs éléments importants, le niveau de qualité recherché);

80 % X points = « *très satisfaisant* »

(qui dépasse, pour un élément important, le niveau de qualité recherché);

70 % X points = « *satisfaisant* »

(qui répond en tout point au niveau de qualité recherché);



60 % X points = « *non-acceptable* »

(qui n'atteint pas, pour un élément important, le niveau de qualité recherché);

40 % X points = « *insatisfaisant* »

(qui n'atteint pas, pour quelques éléments importants, le niveau de qualité recherché);

20 % X points = « *médiocre* »

(qui n'atteint pas, pour plusieurs éléments importants, le niveau de qualité recherché);

0 % X points = « *nul* »

(rien dans l'offre ne permet d'évaluer ce critère).

#### **4.1 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU SOUMISSIONNAIRE (10 POINTS)**

**Évaluation de la structure organisationnelle et opérationnelle du soumissionnaire ainsi que la pertinence de celle-ci pour le développement et la mise en œuvre de projets de services écoénergétiques d'éclairage de rues.**

Le soumissionnaire doit expliquer dans sa soumission, dans un document d'au plus trois (3) pages (excluant l'organigramme et les *curriculum vitae* des employés), son champ d'activités ainsi que l'organisation générale et les ressources disponibles pour la réalisation du projet. Il doit également déposer avec sa soumission l'organigramme de son entreprise ainsi que le *curriculum vitae* de chacun des employés affecté au projet. Il doit, de plus, mentionner comment la structure de fonctionnement de son entreprise permettrait une réalisation efficiente du projet.

#### **4.2 EXPÉRIENCE ET EXPERTISE DU SOUMISSIONNAIRE EN PROJETS ÉCOÉNERGÉTIQUES D'ÉCLAIRAGE DE RUES (20 POINTS)**

**Évaluation de l'expérience pertinente du soumissionnaire dans le domaine spécifique du contrat à être adjudgé.**

La FQM désire octroyer le contrat à une entreprise qui a de l'expérience dans la réalisation de projets similaires (projets écoénergétiques d'éclairage de rues et en implantation de SGIE). En conséquence, dans la présentation de son offre (maximum de dix (10) pages), le soumissionnaire doit :

- présenter le profil général de l'entreprise;
- décrire son expérience générale dans le domaine du présent appel d'offres (connaissances en efficacité énergétique et relatives aux sciences de l'éclairage et de SGIE notamment en analyse, en conception et en exécution ou gestion de travaux de ce genre);
- identifier au moins trois (3) projets similaires réalisés en précisant en quoi leur complexité, leurs particularités et leurs contraintes s'apparentent à celles prévues dans le présent document.





De plus, pour être admissibles, les projets énumérés doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- avoir été réalisés par le soumissionnaire;
- être terminés en date du dépôt de la soumission;
- avoir été réalisés au cours des dix (10) années précédant la date limite pour le dépôt des soumissions dans le cadre du présent appel d'offres;
- comporter des travaux d'une valeur minimale de 100 000 \$.

L'évaluation des projets présentés est faite en regard des critères suivants :

- pertinence du projet présenté en lien avec le présent appel d'offres;
- mode de réalisation (entreprise spécialisée en réalisation de projets d'efficacité énergétique);
- respect des échéanciers et des performances économiques.

#### **4.3 ORGANISATION, PLANIFICATION ET CONTRÔLE DES COÛTS (10 POINTS)**

**Évaluation de l'organisation, de la planification du projet et de la capacité à contrôler les coûts.**

Le soumissionnaire doit, dans la présentation de son offre, dans un document d'au plus quatre (4) pages, expliquer ses méthodes et les outils dont il dispose pour suivre et contrôler les coûts du projet, de même que ceux pour informer les municipalités participantes de la planification, de la progression et de l'achèvement des travaux.

Le soumissionnaire doit également indiquer, dans ce document, les mesures qui seront prises pour limiter les perturbations sur les activités normales des municipalités participantes durant la réalisation des travaux.

#### **4.4 QUALITÉ ET PERTINENCE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION PROPOSÉE (10 POINTS)**

**Évaluation de la qualité et de la pertinence de la campagne de sensibilisation proposée.**

Le soumissionnaire doit, dans la présentation de son offre, dans un document d'au plus trois (3) pages, décrire l'approche proposée pour communiquer les objectifs du projet et subséquemment, les résultats atteints tant au personnel administratif de la municipalité qu'à la population en général. La campagne de sensibilisation devra notamment faire connaître les avantages à moyen et à long terme de l'implantation des mesures énergétiques réalisées. Il est suggéré à chaque soumissionnaire de fournir au moins deux (2) exemples de campagne de communication effectuée depuis l'année 2012.



#### **4.5 PRÉSENTATION DU SYSTÈME DE GESTION INTELLIGENTE DE L'ÉCLAIRAGE (10 POINTS)**

##### **Évaluation du système de gestion intelligente de l'éclairage proposé**

Présentation et description de l'architecture du système proposé avec des schémas détaillés pour le SGIE, en énumérant le matériel et les différents modules logiciels qui le composent, les protections de sécurité et de redondance. Le descriptif doit indiquer les modules proposés et indiquer également le matériel informatique, réseautique et l'équipement de terrain supportant l'applicatif du SGIE.

Le soumissionnaire doit également décrire les fonctionnalités du système, de l'interface graphique, des modules de rapports ainsi que les possibilités novatrices susceptibles d'apporter une valeur ajoutée aux municipalités participantes.

#### **4.6 PLAN D'ENTRETIEN PROPOSÉ ET GARANTIE D'ENTRETIEN (15 POINTS)**

##### **Évaluation du plan d'entretien proposé et de la garantie d'entretien.**

Dans la présentation de son offre, le soumissionnaire doit, dans un document d'au plus trois (3) pages, décrire de façon précise la façon dont l'entretien sera réalisé sur l'ensemble des nouveaux équipements mis en place dans le cadre du projet (planification, plan de travail, suivi, périodicité, inventaire, etc.). Le soumissionnaire doit notamment démontrer comment il compte réaliser l'ensemble des travaux requis en ce sens et le mode de communication / fonctionnement qu'il mettra en place à cet effet.

#### **4.7 PLAN DE MISE EN ŒUVRE POUR LA RÉALISATION DU CONTRAT (25 POINTS)**

##### **Évaluation du plan de mise en œuvre pour la réalisation du contrat**

Dans la présentation de son offre, le soumissionnaire doit, dans un document d'au plus cinq (5) pages, décrire la manière dont il entend réaliser et coordonner l'ensemble des chantiers étant donné le vaste territoire visé par l'appel d'offres et le fait que plusieurs chantiers pourraient être actifs en même temps. La FQM évalue la capacité du soumissionnaire à rendre les services et à répondre à la demande de toutes les municipalités participantes dans les délais prescrits.

### **5. GARANTIES ET ASSURANCES**

L'ensemble des documents (lettre d'engagement et cautionnements) qui doivent être fournis par les soumissionnaires conformément à la présente section doivent l'être sur les formulaires prévus aux **Annexes 5 à 11**. Toute modification à ces formulaires susceptible d'ajouter des conditions ou restrictions aux garanties demandées peut entraîner le rejet de la soumission.



## 5.1 GARANTIE DE SOUMISSION

Toute soumission doit être accompagnée d'une garantie de soumission au montant de 100 000 \$, au bénéfice de la FQM, sous forme de cautionnement valide pour toute la période où la soumission doit demeurer en vigueur et ne peut être retirée. L'absence de cette garantie lors de l'ouverture des soumissions peut entraîner le rejet de la soumission.

Le cautionnement doit être émis par une compagnie étant autorisée à émettre un tel cautionnement par l'Autorité des marchés financiers sur le formulaire annexé au présent appel d'offres (**Annexe 5**)

Si le soumissionnaire retire sa soumission après la date et l'heure de l'ouverture des soumissions, s'il est en défaut de fournir un document ou des garanties qui lui sont exigés en vertu des présentes et / ou s'il refuse de signer ou d'exécuter le contrat après l'adjudication, la FQM peut exercer tous les droits que la garantie de soumission lui accorde, en plus des recours en dommages-intérêts qu'elle peut prendre contre le soumissionnaire fautif.

Les actes de caution sont conservés ou retenus par la FQM jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions de cent vingt (120) jours. À l'expiration de ce délai, la FQM retournera les garanties à tous les soumissionnaires, sauf celui dont la soumission aura été retenue, le cas échéant.

## 5.2 GARANTIE D'EXÉCUTION ET GARANTIE DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

### 5.2.1 Garantie d'exécution - FQM

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, sur le formulaire joint à l'**Annexe 6** du présent devis, une lettre d'engagement provenant d'une compagnie dûment autorisée s'engageant à émettre, au bénéfice de la FQM, un cautionnement d'exécution conforme aux présentes. L'absence de cette lettre d'engagement, lors de l'ouverture des soumissions, peut entraîner le rejet de la soumission.

Dans les trente (30) jours suivant l'adjudication du contrat par la FQM, l'adjudicataire doit lui fournir un cautionnement d'exécution du contrat d'une valeur de 1 000 000 \$, valide pour toute la durée du contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2020. À défaut, le soumissionnaire sera considéré en défaut de respecter ses obligations contractuelles et sa garantie de soumission pourra être exercée par la FQM, sans préavis.

Ce cautionnement d'exécution doit être fourni sur le formulaire joint à l'**Annexe 7** et garantit spécifiquement le respect des obligations contractuelles de l'adjudicataire, dont notamment les suivantes :

- respect des prix unitaires soumis;



- paiement de la redevance à la FQM;
- fourniture des analyses d'opportunités et des études de faisabilité aux municipalités participantes, dans les délais prescrits;
- fourniture aux municipalités participantes des garanties financières exigées par le présent devis.

La garantie d'exécution doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat, à défaut de quoi le contrat prendra fin et la FQM pourra alors exercer tous ses droits aux termes de cette garantie.

#### 5.2.2 Lettre de préqualification - Municipalités participantes

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, sur le formulaire joint à l'**Annexe 8**, une lettre de préqualification pour les municipalités participantes provenant d'une compagnie dûment autorisée indiquant ses capacités de cautionnement (par contrat, globalement (minimum 15 000 000 \$) et portion utilisée). Pour être jugé conforme, la lettre de préqualification doit indiquer une portion utilisée d'un maximum de 10 000 000 \$ afin qu'une limite minimum de 5 000 000 \$ soit disponible sur la limite globale.

Cette lettre doit également confirmer que la caution reconnaît qu'un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services, de 50 % du prix du contrat (incluant les taxes) chacun seront requis par les différentes municipalités participantes et que des lettres d'engagement à cet effet doivent être fournies par l'adjudicataire aux municipalités en même temps que les études de faisabilité. L'absence de cette lettre peut entraîner le rejet de la soumission.

#### 5.2.3 Garantie d'exécution et garantie des obligations de l'entrepreneur - Municipalités participantes

L'adjudicataire doit fournir à chaque municipalité participante (en même temps qu'il lui remet son étude de faisabilité) une lettre d'engagement émanant d'une compagnie dûment autorisée, sur le formulaire joint à l'**Annexe 9**, s'engageant à lui fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services, représentant chacun 50 % du montant du contrat (incluant les taxes) à intervenir avec la municipalité. À défaut de fournir cette lettre d'engagement, l'adjudicataire est en défaut de respecter ses obligations contractuelles et la FQM peut exercer tous ses droits aux termes de la garantie d'exécution qui lui a été consentie.

Au plus tard à la date de signature du contrat avec chacune des municipalités participantes, l'adjudicataire doit fournir à chacune des municipalités, sur le formulaire joint à l'**Annexe 10**, un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services, représentant chacun 50 % du prix du contrat (incluant les taxes) émanant d'une compagnie dûment autorisée. Ces cautionnements doivent être émis au bénéfice conjoint de la FQM et de la municipalité participante concernée.



Ces cautionnements doivent être en vigueur jusqu'à la fin des travaux et garantir le respect, par l'adjudicataire de l'ensemble de ses obligations, à l'exception de celles expressément exclues au formulaire de l'**Annexe 10**.

À défaut par l'adjudicataire de fournir ces garanties, il est en défaut de respecter ses obligations contractuelles et la FQM pourra exercer tous ses droits aux termes de la garantie d'exécution qui lui a été consentie.

### **5.3 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ET PROFESSIONNELLE**

Le soumissionnaire doit être couvert par une assurance responsabilité civile générale d'un montant minimum de 5 000 000 \$ par événement et maintenir cette couverture pour toute la durée du contrat, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration de la PRI la plus longue parmi toutes les municipalités participantes. Il doit d'ailleurs fournir une attestation d'assurance démontrant qu'il détient une telle police d'assurance, avec sa soumission.

La firme d'ingénieurs, dont les services sont retenus par le soumissionnaire pour les fins du contrat, doit être couverte par une police d'assurance responsabilité professionnelle d'un montant minimal de 5 000 000 \$ par sinistre et par période et doit maintenir cette couverture pour toute la durée du contrat, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration de la PRI la plus longue parmi toutes les municipalités participantes.

Dans sa soumission, le soumissionnaire doit indiquer, au formulaire de soumission (Annexe 1), à l'endroit prévu à cette fin, le nom des ingénieurs dont les services seront requis pour les fins du contrat.

Le soumissionnaire doit aussi fournir, avec sa soumission, une attestation d'assurance responsabilité professionnelle spécifique au contrat démontrant que les ingénieurs dont les services ont été retenus détiennent une telle police d'assurance. Cette police doit couvrir tous les services rendus en lien avec le mandat.

Dans les trente (30) jours suivant l'adjudication du contrat par la FQM, l'adjudicataire doit lui fournir une copie de chacune de ces polices d'assurance et celles-ci doivent mentionner qu'elles ne peuvent être amendées ou annulées, à moins que la FQM et la municipalité participante concernée n'y consentent, après qu'un avis écrit à cet effet leur ait été donné au moins trente (30) jours avant son amendement ou son annulation. En outre, pour la police d'assurance responsabilité civile, la FQM et la municipalité participante devront être désignées à titre d'assurées additionnelles dans la police d'assurance.

Le défaut de produire ces polices d'assurance à la satisfaction de la FQM et de la municipalité participante ou de les maintenir en vigueur constitue une raison suffisante pour résilier le contrat. L'adjudicataire doit également fournir les preuves de renouvellement de ces polices d'assurance au moins soixante (60) jours avant la date de leur échéance respective.



Les polices d'assurance doivent être établies par une ou des compagnies d'assurance titulaires d'un permis d'assureur émanant de l'Autorité des marchés financiers.

Le soumissionnaire et les professionnels retenus doivent payer la prime afférente à chacune des polices d'assurance requises par le présent appel d'offres.

L'adjudicataire doit aviser la FQM et la municipalité participante concernée dès qu'il constate un accident ou un incident pouvant donner lieu à une réclamation contre toute corporation, entreprise ou personne, relativement à l'exécution du contrat. Cet avis ne remplace d'aucune façon celui qui doit être transmis à son ou ses assureurs.

L'adjudicataire doit s'assurer que chacun de ses sous-traitants possède et maintient durant toute la durée du contrat les mêmes assurances et exigences que celles qui sont requises de lui. De plus, l'adjudicataire et ses sous-traitants doivent fournir, sur demande, toute copie de police ou certificat d'assurance que la FQM ou la municipalité participante juge nécessaire d'obtenir au cours de l'exécution du contrat.

## **6. EXIGENCES RELIÉES AU CONTRAT**

### **6.1 PARTIE PATRONALE**

L'adjudicataire est la seule partie patronale à l'égard du personnel affecté à l'exécution du contrat et il doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités. L'adjudicataire est aussi le seul maître d'œuvre des travaux au sens de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

### **6.2 DURÉE DU CONTRAT**

Le contrat entre la FQM et l'adjudicataire se terminera le 31 décembre 2020 à moins que la FQM n'avise l'adjudicataire de sa volonté de le renouveler pour une année additionnelle en lui transmettant, à cet effet, un avis écrit au moins six (6) mois précédant la date de fin du contrat. Le contrat ainsi renouvelé le sera aux mêmes prix et aux mêmes conditions et se terminera le 31 décembre 2021. Les obligations de l'adjudicataire à l'égard de chaque municipalité participante prendront fin, quant à elles, à l'expiration de la PRI applicable à chaque municipalité participante.

### **6.3 COLLABORATION ET VÉRIFICATION**

Dans le cadre de l'exécution du contrat, la personne responsable de l'appel d'offres est responsable d'assurer le suivi du contrat et des communications entre le conseil d'administration et l'adjudicataire. La FQM peut toutefois désigner une autre personne assumant cette responsabilité; elle en informe alors l'adjudicataire. Toute municipalité participante informe l'adjudicataire de la personne responsable du contrat à la municipalité et avec qui l'adjudicataire doit faire affaire.



## **6.4 CONFLIT D'INTÉRÊTS**

L'adjudicataire doit éviter toute situation mettant en conflit soit son intérêt propre, soit d'autres intérêts, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, l'intérêt d'un de ses préposés, de ses représentants, de ses mandataires, de ses sous-traitants, de ses filiales ou d'une personne liée, avec les intérêts de la FQM ou d'une municipalité participante. Si une telle situation se présente, l'adjudicataire doit en informer la FQM et la municipalité participante le plus tôt possible. La FQM ou la municipalité participante peut alors indiquer à l'adjudicataire, à sa seule discrétion, comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le contrat.

Ne constitue pas un conflit d'intérêts, aux fins du présent article, une situation résultant d'une mésentente quant à l'interprétation et l'application du contrat.

## **6.5 RESPECT DES LOIS APPLICABLES**

L'adjudicataire doit respecter toutes les lois applicables au Québec. Toute infraction à une loi, un règlement ou une ordonnance reliée directement ou indirectement à l'exécution du contrat constitue, de la part de l'adjudicataire, un défaut d'exécution du contrat.

## **6.6 CESSIION DU CONTRAT**

L'adjudicataire ne peut céder le contrat à un tiers que s'il obtient, par écrit, l'autorisation préalable de la FQM et de la municipalité participante concernée, le cas échéant.

## **6.7 RÉSILIATION DU CONTRAT**

La FQM et la municipalité participante, en ce qui la concerne, se réservent le droit de résilier le contrat pour l'un des motifs suivants :

- a) l'adjudicataire est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat;
- b) l'adjudicataire cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, liquidation ou cession de ses biens;
- c) l'adjudicataire est visé par une restriction l'empêchant de contracter ou de continuer un mandat avec un organisme public prévue dans une loi ou un règlement.

Pour ce faire, la FQM ou la municipalité participante, en ce qui la concerne, adresse un avis écrit de résiliation à l'adjudicataire énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), l'adjudicataire aura quinze (15) jours ouvrables pour remédier au défaut énoncé dans l'avis, à défaut de quoi le contrat sera automatiquement résilié, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu aux paragraphes b) ou c), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'adjudicataire.





L'adjudicataire est par ailleurs responsable du préjudice subi directement ou indirectement par la FQM ou la municipalité participante du fait de la résiliation du contrat. En cas de poursuite du contrat par un tiers, l'adjudicataire doit notamment assumer toute augmentation du coût du contrat pour la FQM ou la municipalité participante.

La FQM et la municipalité participante se réservent également le droit de résilier le contrat sans qu'il soit nécessaire de motiver la résiliation conformément à l'article 2125 du *Code civil du Québec*. Pour ce faire, la FQM ou la municipalité participante doit adresser un avis écrit de résiliation à l'adjudicataire. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par l'adjudicataire.

Rien dans la présente disposition ne peut être interprété comme limitant le droit de la FQM et de la municipalité participante de résilier le contrat, à sa seule discrétion, conformément à l'article 2125 du *Code civil du Québec*.

## **6.8 MODALITÉS DE PAIEMENT**

Toute somme due à l'adjudicataire, par chaque municipalité participante, lui est payée dans un délai de trente (30) jours suivant la transmission d'une facture à cet effet, étant entendu que la facturation est faite mensuellement suivant l'état d'avancement des travaux (au *pro rata* du nombre de luminaires installés).

Chaque municipalité participante applique, sur chacun des versements, une retenue correspondant à 10 % de ce versement. Ainsi, à la date de fin des travaux, 90 % du prix du contrat aura été payé. La retenue sert de garantie de performance et est libérée suivant ce qui est prévu à l'article 2.3.8. Elle sert également à titre de dédommagement pour la municipalité participante, dans la mesure où des irrégularités étaient soulevées lors de l'exécution du contrat (défectuosités, malfaçons, etc.) ou si les biens livrables ne sont pas livrés dans les délais prescrits.

Aux fins du paiement final, l'adjudicataire doit fournir à la municipalité concernée une attestation de conformité de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail) et une lettre d'état de situation de la CCQ (Commission de la construction du Québec) démontrant qu'il ne doit aucune somme à la CNESST ni à la CCQ. Il doit également fournir des quittances de chacun de ses sous-traitants à l'effet qu'ils ont été payés pour la portion du contrat qu'ils ont réalisée.

Le montant maximal qui sera payé par chaque municipalité participante est le montant forfaitaire apparaissant à l'étude de faisabilité établi sans excéder les taux unitaires maximums soumis, sous réserve de ce qui est prévu au dernier alinéa de l'article 1.7.





## **6.9 MODIFICATION AU CONTRAT**

Toute modification apportée au contrat n'est valable que si elle est accessoire au contrat, qu'elle n'en modifie pas la nature et qu'elle fait l'objet d'une autorisation conforme à ce qui suit. Le soumissionnaire peut alors avoir droit à un ajustement à la hausse du prix du contrat en cas de modification au contrat requérant une prestation additionnelle à celles prévues aux documents d'appel d'offres; cet ajustement est conditionnel à l'autorisation prévue.

Si la modification a pour effet d'en augmenter le prix, elle doit être justifiée par écrit par le responsable du contrat de la municipalité participante, qui soumet la modification au conseil municipal pour approbation. La modification du contrat et du prix n'est valable que suite à cette approbation par résolution.

La présente clause n'a pas pour effet de permettre une négociation du prix du contrat à la hausse ni de modifier le caractère fixe des prix unitaires maximums soumis, étant entendu que l'adjudicataire doit considérer, pour l'établissement de son prix, l'ensemble des travaux et services requis pour la réalisation du mandat décrit aux présentes selon les règles de l'art. Toute modification au contrat et, conséquemment, à son prix ne peut être faite qu'à la seule discrétion de la municipalité, par décision de son conseil ou de toute personne autorisée par délégation de pouvoirs du conseil.



## ANNEXE 1

### FORMULAIRE DE SOUMISSION

#### FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

LE SOUMISSIONNAIRE : \_\_\_\_\_

Nom du représentant autorisé : \_\_\_\_\_

Titre du représentant autorisé : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

Courrier électronique : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Note : Un document autorisant la signature des documents de soumission par le soussigné doit être déposé avec la soumission.

\_\_\_\_\_

Signature



## Addenda

Nous accusons réception des addendas suivants et nous affirmons que toutes les directives ont été suivies dans la préparation et la compilation de la présente soumission.

	Titre	Date
Addenda n° 1	_____	_____
Addenda n° 2	_____	_____
Addenda n° 3	_____	_____

## Liste des sous-traitants

Nous soumettons ci-après la liste des sous-traitants ayant les compétences nécessaires pour accomplir leur portion des travaux et à qui nous envisageons de confier des contrats de sous-traitance, s'il y a lieu. Cette liste ne peut être modifiée sans le consentement de la FQM ou de la municipalité participante une fois le contrat adjudgé.

Nom du sous-traitant	Nature du travail	Coût approximatif
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

**Ingénieurs affectés au contrat** (identifier ici le nom des ingénieurs ou de la firme d'ingénieurs dont les services ont été retenus pour les fins du contrat)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Initiales du  
soumissionnaire



## Engagement

Nous nous engageons à respecter toutes les conditions et spécifications apparaissant aux documents d'appel d'offres et à exécuter tous les travaux exigés ainsi que ceux qui sont nécessaires pour répondre à l'esprit du mandat.

---

Signature



## ANNEXE 1 (suite)

### BORDEREAU DE SOUMISSION

Appareils d'éclairage		Quantité en fonction d'une municipalité type	Prix unitaires	Économies d'énergie annuelles unitaires	Prix pour calcul de la VAN	
Luminaires HPS existants (Watts-nominal)	Luminaires DEL de remplacement  Modèle Philips RoadFocus		(\$) Modèle Philips RoadFocus	(\$) Modèle Philips RoadFocus	Coût (\$)	Économies d'énergie annuelles (\$)
		(1)	(2)	(3)	(1) x (2)	(1) x (3)
70 W	35W16LED4K-T-XXX-UNIV-DMG	65	\$	\$	\$	\$
100 W	35W16LED4K-T-XXX-UNIV-DMG	90	\$	\$	\$	\$
150 W	54W16LED4K-T-XXX-UNIV-DMG	40	\$	\$	\$	\$
200 W	72W16LED4K-T-XXX-UNIV-DMG	20	\$	\$	\$	\$
250 W	108W16LED4K-T-XXX-UNIV-DMG	10	\$	\$	\$	\$
		225		TOTAL :	(A) \$	(B) \$

\_\_\_\_\_  
Signature



## ANNEXE 1 (suite)

### BORDEREAU DE SOUMISSION

Appareils d'éclairage		Quantité en fonction d'une municipalité type	Prix unitaires	Économies d'énergie annuelles unitaires	Prix pour calcul de la VAN	
Luminaires HPS existants (Watts-nominal)	Luminaires DEL de remplacement Modèle GE Evolve		(\$) Modèle GE Evolve	(\$) Modèle GE Evolve	Coût (\$)	Économies d'énergie annuelles (\$)
		(1)	(2)	(3)	(1) x (2)	(1) x (3)
70 W	ERL1003x140AGRAYILR	65	\$	\$	\$	\$
100 W	ERL1004x140AGRAYILR	90	\$	\$	\$	\$
150 W	ERL1006x140AGRAYILR	40	\$	\$	\$	\$
200 W	ERL1008x140AGRAYILR	20	\$	\$	\$	\$
250 W	ERL1011x140AGRAYILR	10	\$	\$	\$	\$
		225		TOTAL :	(C) \$	(D) \$

\_\_\_\_\_  
Signature



## ANNEXE 1 (suite)

### BORDEREAU DE SOUMISSION (Contrôle intelligent - SGIE)

#### BORDEREAU DE SOUMISSION pour Solution Hébergement

##### Nœuds, passerelles, etc.<sup>1</sup>

Prix unitaire (\$)²		Quantité		
_____	X	225	=	_____ \$ (E)

##### Logiciel

Prix pour le logiciel et la licence	=	_____ \$ (F)
-------------------------------------	---	--------------

Prix de la mise à jour pendant la durée de la PRI	=	_____ \$ (G)
---	---	--------------

##### Total

\_\_\_\_\_ \$ (H)

\_\_\_\_\_  
Signature

<sup>1</sup> Inclus également tous les frais annuels de données cellulaires puisque le fournisseur est responsable bout en bout (par exemple, à partir du lien de données cellulaires de la passerelle jusqu'au serveur de gestion) et les coûts de « *stockage* » des données sur le serveur en hébergement.

<sup>2</sup> Ce prix n'inclut pas la fourniture et l'installation des luminaires.



## ANNEXE 1 (suite)

### BORDEREAU DE SOUMISSION (Contrôle intelligent - SGIE)

#### BORDEREAU DE SOUMISSION pour Solution Propriétaire

##### Nœuds, passerelles, etc.<sup>1</sup>

Prix unitaire (\$)²		Quantité			
_____	X	225	=	_____	\$ (I)

##### Logiciel

Prix pour le logiciel et la licence	=	_____	\$ (J)
-------------------------------------	---	-------	--------

Prix de la mise à jour pendant la durée de la PRI	=	_____	\$ (K)
---	---	-------	--------

##### Total

\_\_\_\_\_ \$ (L)

\_\_\_\_\_  
Signature

Calcul de la valeur économique finale :

[50 % VAN A et B (modèle Philips RoadFocus) + 50 % VAN C et D (modèle GE Evolve)] – [(50 % coût d'investissement solution hébergement H (contrôle intelligent) + 50 % coût d'investissement solution propriétaire L (contrôle intelligent)) X 25 %] = valeur économique finale (25 ans).

(pointage intérimaire - 10) X (valeur économique finale (25 ans)) / 10 000 = pointage final

<sup>1</sup> Inclus également tous les frais annuels de données cellulaires puisque le fournisseur est responsable bout en bout (par exemple, à partir du lien de données cellulaires de la passerelle jusqu'au serveur de gestion) et les coûts de « *stockage* » des données sur le serveur en hébergement.

<sup>2</sup> Ce prix n'inclut pas la fourniture et l'installation des luminaires.





## ANNEXE 2

### GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

			Soumissionnaire n°1 _____		Soumissionnaire n°2 _____		Soumissionnaire n°3 _____		Soumissionnaire n°4 _____		Soumissionnaire n°5 _____	
Critères		Nombre maximal de points attribués	Cote 0 à 100 % (article 4.1)	Pointage	Cote 0 à 100 % (article 4.1)	Pointage	Cote 0 à 100 % (article 4.1)	Pointage	Cote 0 à 100 % (article 4.1)	Pointage	Cote 0 à 100 % (article 4.1)	Pointage
4.1	Structure organisationnelle du soumissionnaire	10										
4.2	Expérience et expertise du soumissionnaire en projets écoénergétiques	20										
4.3	Organisation / planification / contrôle des coûts	10										
4.4	Qualité et pertinence de la campagne de sensibilisation proposée	10										
4.5	Présentation du système de gestion intelligente de l'éclairage (SGIE)	10										
4.6	Plan d'entretien proposé et garantie d'entretien	15										
4.7	Plan de mise en œuvre pour la réalisation du contrat	25										
<b>Pointage total intérimaire</b>		<b>100</b>	<b>/ 100</b>		<b>/ 100</b>		<b>/ 100</b>		<b>/ 100</b>		<b>/ 100</b>	

Seules les offres ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 seront admissibles à la deuxième étape (attribution du pointage final en fonction de la formule prévue à la page suivante).



## ANNEXE 2

### PONDÉRATION DES OFFRES DE SERVICES

	Soumissionnaire n° 1 _____	Soumissionnaire n° 2 _____	Soumissionnaire n° 3 _____	Soumissionnaire n° 4 _____	Soumissionnaire n° 5 _____
Pointage intérimaire reporté – Offre	/ 100	/ 100	/ 100	/ 100	/ 100
Valeur économique de la soumission	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Pointage final</b> (pointage intérimaire – 10 (x valeur économique finale) (VAN 25 ans)) 10 000					
<b>Rang des soumissions</b>					

_____	_____	_____
Nom (en caractères d'imprimerie)	Fonction	Signature
_____	_____	_____
Nom (en caractères d'imprimerie)	Fonction	Signature
_____	_____	_____
Nom (en caractères d'imprimerie)	Fonction	Signature
_____	_____	_____
Date		Lieu



## ANNEXE 3 <sup>6</sup>

### DÉCLARATION (POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE)

#### ATTESTATION PAR LE SOUMISSIONNAIRE D'ABSENCE D'INFLUENCE ET DE COLLUSION DANS L'ÉTABLISSEMENT DE SA SOUMISSION

Je, soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la « soumission ») à la Fédération québécoise des municipalités (ci-après appelée la « FQM »),

Pour :

\_\_\_\_\_

(Nom et numéro de la soumission)

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et exactes.

Je déclare au nom de : \_\_\_\_\_ que :  
(Nom du soumissionnaire ci-après appelé le « soumissionnaire »)

1. Le soumissionnaire a lu et comprend le contenu de la présente attestation;
2. Le soumissionnaire sait que la soumission ci-jointe sera rejetée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies ou exactes;
3. Le soumissionnaire sait également que le contrat qui pourrait lui être accordé dans l'ignorance d'une collusion, pourrait être résilié et que des poursuites en dommages intérêts intentées contre lui et quiconque pourrait être partie à la collusion, si la FQM découvre que, malgré son attestation, il y a eu intimidation, trafic d'influence ou collusion;
4. Aux fins de la présente attestation et de la soumission ci-jointe, le soumissionnaire comprend que le mot « concurrent » s'entend de tout organisme ou toute personne, physique ou morale, autre que le soumissionnaire, affilié ou non au soumissionnaire :
  - a) qui a été invité (par invitation écrite ou par avis public) par l'appel d'offres à présenter une soumission;
  - b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres.
5. Le soumissionnaire déclare que ni lui, ni aucun sous-traitant, ni aucun de ses employés, ni aucune personne qui est liée au soumissionnaire ou lui était liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission qu'il associe à la mise en œuvre de sa soumission, n'a tenté de communiquer avec un membre du comité de sélection, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à l'appel d'offres;

---

<sup>6</sup> Annexe B de la Politique de gestion contractuelle de la FQM.



6. Le soumissionnaire déclare que ni lui, ni aucun sous-traitant, ni aucun de ses employés, ni aucune personne qui est liée au soumissionnaire ou à lui n'étaient liées à un moment ou l'autre pendant la période de soumission qu'il associe à la mise en œuvre de sa soumission, n'a été déclaré, dans les cinq (5) dernières années, coupable de collusion, de manœuvre frauduleuse ou tout autre acte de même nature ou tenu responsable de tel acte, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat, par une décision finale d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires;
7. Le soumissionnaire déclare qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent;
8. Sans limiter la généralité de ce qui précède à l'article 7, le soumissionnaire déclare qu'il n'a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :
  - a) aux prix;
  - b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;
  - c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;
  - d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;
  - e) les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par l'autorité adjudicative;
9. Les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes,

Signé à \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Nom du soumissionnaire



## ANNEXE 4

### CONTRAT TYPE

Entre : Municipalité de \_\_\_\_\_, personne morale de droit public légalement constituée, régie par le *Code municipal* [ou la *Loi sur les cités et villes*] ayant son bureau au \_\_\_\_\_, ici représentée par \_\_\_\_\_, maire [ou mairesse], et monsieur [ou madame] \_\_\_\_\_, directeur général et secrétaire-trésorier [ou directrice générale et secrétaire-trésorière], dûment représentée aux termes de la résolution numéro \_\_\_\_\_ (**Annexe A**);

(ci-après désignée la « *Municipalité* »)

et : [Nom et coordonnées de l'adjudicataire]  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

(ci-après désigné l'« *adjudicataire* »)

**CONSIDÉRANT QUE** la FQM a procédé à un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat de fourniture de luminaires de rues au DEL incluant l'installation ainsi que des services d'analyse écoénergétique et de conception et qu'elle a conclu un contrat avec l'adjudicataire suite à cet appel d'offres;

**CONSIDÉRANT QUE** l'adjudicataire garantit aux municipalités participantes les prix unitaires maximums et les économies d'énergie unitaires minimums contenus à sa soumission;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a signé une entente avec la FQM conformément à l'article 14.7.1 du *Code municipal* [ou 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes*] par le biais de laquelle elle confirme son adhésion au contrat intervenu entre la FQM et l'adjudicataire;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité peut donc conclure un contrat directement avec l'adjudicataire sans appel d'offres, dans la mesure où le contrat intervenu entre la FQM et l'adjudicataire a été octroyé dans le respect des règles d'adjudication des contrats applicables;

**CONSIDÉRANT** les conclusions de l'analyse d'opportunités et de l'étude de faisabilité;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a confirmé sa volonté de réaliser les travaux d'installation de luminaires de rues au DEL sur son territoire;



**CONSIDÉRANT** la résolution adoptée par le conseil municipal le \_\_\_\_\_ autorisant le présent contrat;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. EXÉCUTION DES TRAVAUX**

La Municipalité accorde à \_\_\_\_\_, qui l'accepte, un contrat pour la réalisation de travaux d'éclairage écoénergétique, lesquels sont plus amplement décrits à l'étude de faisabilité datée du \_\_\_\_\_, pour un montant forfaitaire total de \_\_\_\_\_ \$ excluant les taxes. Ce prix est ferme et fixe pour toute la durée du contrat, sans possibilité de réclamer aucune somme additionnelle que ce soit. L'ensemble des obligations de l'entrepreneur et des services et obligations qui lui incombent sont décrits au devis d'appel d'offres et font partie du présent contrat comme si le devis d'appel d'offres y était au long reproduit.

## **2. CONTENU DU CONTRAT**

Les documents suivants font partie du contrat liant les parties :

- Résolution numéro \_\_\_\_\_ de la Municipalité (**Annexe A**);
- Résolution du conseil d'administration de l'adjudicataire (**Annexe B**);
- Devis d'appel d'offres et addenda(s) le modifiant, le cas échéant;
- Soumission déposée par l'adjudicataire dans le cadre de cet appel d'offres;
- Liste des économies d'énergie garanties et couvertes par la garantie de performance (**Annexe C**);
- Tableau des mouvements de trésorerie (**Annexe D**);
- Lettre de préqualification (**Annexe E**);
- Lettre d'engagement d'une compagnie dûment autorisée à émettre les garanties financières demandées (**Annexe F**);
- Cautionnement d'exécution (**Annexe G**);
- Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services (**Annexe H**).

## **3. DÉLAI D'EXÉCUTION**

L'adjudicataire s'engage à respecter l'ensemble des obligations contenues au devis d'appel d'offres dans le délai y étant prescrit. Les travaux d'installation des luminaires seront terminés au plus tard le \_\_\_\_\_.



#### 4. GARANTIE DE PERFORMANCE

Aux fins de la garantie de performance prévue à l'article 2.3.8 du devis d'appel d'offres, les parties conviennent que l'année de référence utilisée aux fins du projet est celle s'étalant du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_.

#### 5. GARANTIES FINANCIÈRES

Sur signature du présent contrat, l'adjudicataire remet à la Municipalité un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services d'un montant de **XXX** \$ chacun représentant 50 % du prix du contrat (incluant les taxes).

#### 6. PAIEMENT

La Municipalité s'engage à collaborer avec l'adjudicataire et à procéder au paiement des sommes dues en vertu du contrat suivant les modalités et conditions prévues à l'article 6.8 du devis d'appel d'offres.

#### 7. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur le jour de sa signature entre les parties et prendra fin à l'expiration de la période de retour sur l'investissement établie.

#### EN FOI DE QUOI, LES PARTIES SIGNENT COMME SUIVIT :

À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_

À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_, maire  
Municipalité de \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
[nom], [titre]  
[nom de l'adjudicataire]

\_\_\_\_\_, directeur général  
Municipalité de \_\_\_\_\_



## ANNEXE 5

### CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION (POUR LA FQM)

N° : **No du Cautionnement**

- 1 - La **Nom de l'Assureur** dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Assureur**, ici représentée par **Nom du Représentant**, ci-après appelée la CAUTION,

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite  
devant être présentée à la **Fédération québécoise des municipalités**

ci-après appelé le MAITRE DE L'OUVRAGE,

le \_\_\_\_\_ par **Nom de l'Entrepreneur**

ici représenté par **Nom du Représentant**

dûment autorisé,  
ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,

pour un **contrat pour la fourniture de luminaires de rues au DEL et services connexes**.

La CAUTION et l'ENTREPRENEUR, en cas du retrait de la soumission par l'ENTREPRENEUR, entre le moment de l'ouverture des soumissions et le moment où l'offre contenue dans la soumission est acceptée par résolution du MAITRE DE L'OUVRAGE, ou en cas de défaut par l'ENTREPRENEUR de fournir, dans les délais requis, les garanties demandées par le MAITRE DE L'OUVRAGE dans les documents, pour quelque raison que ce soit, s'obligent à payer au MAITRE DE L'OUVRAGE la différence en argent entre, d'une part, le montant de la soumission présentée par cet ENTREPRENEUR et, d'autre part, le montant du marché que le MAITRE DE L'OUVRAGE conclut légalement avec une autre personne pour l'exécution des travaux, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à un montant total de **cent mille dollars (100 000 \$)**.

- 2 - L'ENTREPRENEUR dont la soumission a été acceptée doit en être avisé dans les **cent vingt (120)** jours qui suivent la date limite de réception des soumissions, sans quoi la présente obligation est nulle.
- 3 - La CAUTION et l'ENTREPRENEUR ne seront pas responsables d'un montant supérieur à la somme spécifiée dans le présent cautionnement.
- 4 - Toute procédure judiciaire résultant du présent cautionnement doit être intentée dans les trente-six (36) mois de la date des présentes dans le district judiciaire choisi par le MAITRE DE L'OUVRAGE.
- 5 - La CAUTION renonce au bénéfice de discussion.
- 6 - L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et l'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **Lieu de Signature**, le **Jour Courant** jour de **Mois Courant**.

**NOM DE L'ENTREPRENEUR**

\_\_\_\_\_  
Témoine

\_\_\_\_\_  
(l'ENTREPRENEUR)

**NOM DE L'ASSUREUR**

\_\_\_\_\_  
Témoine

\_\_\_\_\_  
**Nom du Représentant** (la CAUTION)





## ANNEXE 6

### LETTRÉ D'ENGAGEMENT (POUR LA FQM)

Date : **Date du Jour**

N°: **No du Cautionnement**

ENTENDU QUE **Nom de l'Entrepreneur**

a présenté une soumission par écrit au MAÎTRE DE L'OUVRAGE

**Fédération québécoise des municipalités**

en date du \_\_\_\_\_, relativement à un **contrat pour la fourniture de luminaires de rues au DEL avec services connexes**

et à condition que la soumission ci-dessus soit acceptée dans les **cent vingt (120)** jours suivant la date d'entrée des soumissions.

Nous, **Nom de l'Assureur**, une société légalement constituée et dûment autorisée à se rendre caution dans la province de Québec à titre de caution, nous engageons à accorder à l'entrepreneur le cautionnement suivant si l'entrepreneur conclut un contrat en bonne et due forme avec le maître de l'ouvrage :

1 - Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à **un million de dollars (1 000 000 \$)**.

Le présent engagement est sans effet à moins que la demande écrite pour le ou les cautionnements ne soit faite par le maître d'œuvre à l'entrepreneur dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec le cautionnement de soumission numéro **No du Cautionnement** et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

**NOM DE L'ASSUREUR**

\_\_\_\_\_  
**Nom du Représentant**, fondé de pouvoir



## ANNEXE 7

### CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION (POUR LA FQM)

N° : **No du Cautionnement**

- 1 - La **Nom de l'Assureur** dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Assureur**, ici représentée par **Nom du Représentant**, ci-après appelée la CAUTION,

après avoir pris connaissance d'une soumission dûment acceptée le \_\_\_\_\_ par la **Fédération québécoise des municipalités**, ci-après appelé le MAITRE DE L'OUVRAGE,

pour un **contrat pour la fourniture de luminaires de rues au DEL et services connexes**

en vue d'un marché entre le MAITRE DE L'OUVRAGE et **Nom de l'Entrepreneur**, dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Entrepreneur**, ici représenté par **Nom du Représentant**, dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,

s'oblige solidairement avec l'ENTREPRENEUR envers le MAITRE DE L'OUVRAGE à exécuter le marché ci-dessus décrit conformément au marché, la CAUTION ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus qu'un **million de dollars (1 000 000 \$)**.

- 2 - Nonobstant les termes et conditions du présent cautionnement et du contrat, la CAUTION ne sera en aucun cas responsable des réclamations découlant directement ou indirectement de :

- a) Des erreurs de conception ou de design;
- b) Tout ce qui fait l'objet de toute police d'assurance responsabilité civile ou responsabilité professionnelle;
- c) La garantie de performance des luminaires faisant l'objet du contrat et donc des économies d'énergie minimales soumises;

Il est par les présentes entendu et convenu que le cautionnement d'exécution couvrira les garanties prévues au contrat pour une période n'excédant pas deux (2) ans à compter de la date de fin des travaux.

- 3 - La CAUTION consent à ce que le MAITRE DE L'OUVRAGE et l'ENTREPRENEUR puissent, en tout temps, faire des modifications au marché, la CAUTION renonçant à tout avis de telles modifications; elle consent également à ce que le MAITRE DE L'OUVRAGE accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.
- 4 - En cas d'inexécution du marché par l'ENTREPRENEUR, la CAUTION entreprend et poursuit l'exécution du marché dans les trente (30) jours de l'avis qui lui est donné par le MAITRE DE L'OUVRAGE ou son représentant selon lequel l'entrepreneur est en défaut, à défaut de quoi le MAITRE DE L'OUVRAGE peut faire compléter ces travaux et la CAUTION doit lui payer tout excédent du prix arrêté avec l'ENTREPRENEUR pour l'exécution du marché.
- 5 - Toute poursuite en exécution du présent cautionnement peut être intentée dans le district judiciaire choisi par le MAITRE DE L'OUVRAGE. Telle poursuite doit être intentée dans les trente-six (36) mois qui suivent la date de fin du contrat, soit le 31 décembre 2020.
- 6 - La CAUTION ne sera pas responsable d'un montant supérieur à la somme spécifiée au présent cautionnement.
- 7 - L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et l'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **Lieu de Signature**, le **Jour Courant** jour de **Mois Courant**.

**NOM DE L'ENTREPRENEUR**

\_\_\_\_\_  
Témoine

\_\_\_\_\_  
(l'ENTREPRENEUR)

**NOM DE L'ASSUREUR**

\_\_\_\_\_  
Témoine

\_\_\_\_\_  
**Nom du Représentant** (la CAUTION)

## ANNEXE 8

### LETTRE DE PRÉQUALIFICATION (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES)

Le **Date**

Fédération québécoise des municipalités

#### **OBJET : APPEL D'OFFRES NUMÉRO FQM-DEL-2017-03 CONTRAT DE FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUES AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES**

---

Madame,  
Monsieur

Nous, **CAUTION**, cautionnons **ENTREPRENEUR** pour d'importants projets et sommes prêts à continuer de cautionner cette entreprise pour des projets similaires à ceux qu'elle a déjà effectués.

Nous sommes convaincus que **ENTREPRENEUR** possède les qualifications techniques nécessaires, du personnel qualifié et les ressources financières adéquates pour entreprendre avec succès d'importants projets. **ENTREPRENEUR** bénéficie actuellement d'un programme de cautionnement auprès de **CAUTION** avec des marges de 1 million \$ par contrat et 15 millions \$ globale, dont **UTILISATION ACTUELLE (maximum 10 000 000 \$)** \$ est actuellement utilisé.

Nous comprenons que des cautionnements d'exécution et de paiement de la main d'œuvre et des matériaux de 50 % chacun seront requis par les différentes municipalités adhérant à l'appel d'offre et que des lettres d'engagement à cet effet devront être fournies avec les analyses d'opportunités.

Notre décision de fournir les cautionnements requis sera sujette à nos critères normaux de souscription et à l'analyse des documents lors des analyses de faisabilité.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

---

Mandataire  
Service du cautionnement



## ANNEXE 9

### LETTRÉ D'ENGAGEMENT (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES)

Date : **Date du Jour**

N°: **No du Cautionnement**

ENTENDU QUE **Nom de l'Entrepreneur**

a présenté une soumission par écrit au MAÎTRE DE L'OUVRAGE

**Nom du Bénéficiaire**

en date du \_\_\_\_\_, relativement à un **contrat pour la fourniture de luminaires de rues au DEL avec services connexes**

et à condition que la soumission ci-dessus soit acceptée dans les **cent vingt (120)** jours suivant la date d'entrée des soumissions.

Nous, **Nom de l'Assureur**, une société légalement constituée et dûment autorisée à se rendre caution dans la province de Québec à titre de caution, nous engageons à accorder à l'entrepreneur les cautionnements suivants si l'entrepreneur conclut un contrat en bonne et due forme avec le maître de l'ouvrage :

- 1 - Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à 50 % du prix total du contrat (incluant les taxes);
- 2 - Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour salaires, matériaux et services pour un montant équivalent à 50 % du prix total du contrat (incluant les taxes).

Le présent engagement est sans effet à moins que la demande écrite pour le ou les cautionnements ne soit faite par le maître d'œuvre à l'entrepreneur dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché.

La présente lettre d'engagement est remise simultanément avec le cautionnement de soumission numéro **No du Cautionnement** et doit être considérée comme en faisant partie intégrante.

**NOM DE L'ASSUREUR**

\_\_\_\_\_  
**Nom du Représentant**, fondé de pouvoir



## ANNEXE 10

### CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES)

N° : **No du Cautionnement**

- 1 - La **Nom de l'Assureur** dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Assureur**, ici représentée par **Nom du Représentant**, ci-après appelée la CAUTION,

après avoir pris connaissance d'une soumission dûment acceptée par la **Fédération québécoise des municipalités** (premier bénéficiaire) et du contrat subséquemment intervenu le \_\_\_\_\_ avec **Nom de la Municipalité** (deuxième bénéficiaire), ci-après appelées le MAITRE DE L'OUVRAGE,

pour la **fourniture de luminaires de rues au DEL et services connexes**

en vue d'un marché entre le MAITRE DE L'OUVRAGE et **Nom de l'Entrepreneur**, dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Entrepreneur**, ici représenté par **Nom du Représentant**, dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,

s'oblige solidairement avec l'ENTREPRENEUR envers le MAITRE DE L'OUVRAGE à exécuter le marché ci-dessus décrit conformément au marché, la CAUTION ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que 50 % du prix total du contrat (incluant les taxes) intervenu avec **Nom de la Municipalité**.

- 2 - Nonobstant les termes et conditions du présent cautionnement et du contrat, la CAUTION ne sera en aucun cas responsable des réclamations découlant directement ou indirectement de :

- a) Des erreurs de conception ou de design;
- b) Tout ce qui fait l'objet de toute police d'assurance responsabilité civile ou responsabilité professionnelle;
- c) La garantie de performance des luminaires faisant l'objet du contrat et donc des économies d'énergie minimales soumises;

Il est par les présentes entendu et convenu que le cautionnement d'exécution couvrira les garanties prévues au contrat pour une période n'excédant pas deux (2) ans à compter de la date de fin des travaux.

- 3 - La CAUTION consent à ce que le MAITRE DE L'OUVRAGE et l'ENTREPRENEUR puissent, en tout temps, faire des modifications au marché, la CAUTION renonçant à tout avis de telles modifications; elle consent également à ce que le MAITRE DE L'OUVRAGE accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.
- 4 - En cas d'inexécution du marché par l'ENTREPRENEUR, la CAUTION entreprend et poursuit l'exécution du marché dans les trente (30) jours de l'avis qui lui est donné par le MAITRE DE L'OUVRAGE ou son représentant selon lequel l'entrepreneur est en défaut, à défaut de quoi le MAITRE DE L'OUVRAGE peut faire compléter ces travaux et la CAUTION doit lui payer tout excédent du prix arrêté avec l'ENTREPRENEUR pour l'exécution du marché.
- 5 - Toute poursuite en exécution du présent cautionnement peut être intentée tant par la Fédération québécoise des municipalités que par **Nom de la Municipalité** dans le district judiciaire choisi par le MAITRE DE L'OUVRAGE. Telle poursuite doit être intentée dans les trente-six (36) mois qui suivent la date de fin du contrat, soit le 31 décembre 2020.
- 6 - La CAUTION ne sera pas responsable d'un montant supérieur à la somme spécifiée au présent cautionnement.
- 7 - L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et l'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **Lieu de Signature**, le **Jour Courant** jour de **Mois Courant**.

**NOM DE L'ENTREPRENEUR**

\_\_\_\_\_  
Témoine

\_\_\_\_\_  
(l'ENTREPRENEUR)

**NOM DE L'ASSUREUR**

\_\_\_\_\_  
Témoine

\_\_\_\_\_  
**Nom du Représentant** (la CAUTION)

## ANNEXE 11

### CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR POUR SALAIRES, MATÉRIAUX ET SERVICES (POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES)

N° : **No du Cautionnement**

- 1 - La **Nom de l'Assureur** dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Assureur**, ici représentée par **Nom du Représentant**, ci-après appelée la CAUTION,

après avoir pris connaissance d'une soumission dûment acceptée par la **Fédération québécoise des municipalités** (premier bénéficiaire) et du contrat subséquemment intervenu le \_\_\_\_\_ avec **Nom de la Municipalité** (deuxième bénéficiaire), ci-après appelées le MAITRE DE L'OUVRAGE, pour la **fourniture de luminaires de rues au DEL et services connexes** en vue d'un marché entre le MAITRE DE L'OUVRAGE et **Nom de l'Entrepreneur**, dont le bureau principal dans la province de Québec est situé à **Adresse de l'Entrepreneur**, ici représenté par **Nom du Représentant**, dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,

s'engage envers le MAITRE DE L'OUVRAGE, avec l'ENTREPRENEUR, à payer directement les créanciers définis ci-après, la CAUTION ne pouvant être appelée à payer plus qu'un montant de 50 % du prix total du contrat (incluant les taxes) intervenu avec **Nom de la Municipalité**.

- 2 - Par créancier, on entend :

- a) Tout sous-traitant de l'ENTREPRENEUR;
- b) Toute personnes physique ou morale, qui vend ou loue à l'ENTREPRENEUR ou à ses sous-traitants des services, des matériaux ou du matériel destinés exclusivement aux travaux. Le prix de location du matériel est déterminé uniquement selon le Répertoire des taux de location de machinerie lourde du Service des achats du gouvernement du Québec, dont l'édition date de moins de deux (2) ans;
- c) Tout fournisseur de matériaux conformes au devis et spécialement préparés pour ces travaux;
- d) La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, en ce qui concerne ses cotisations.

- 3 - La CAUTION consent à ce que le MAITRE DE L'OUVRAGE et l'ENTREPRENEUR puissent, en tout temps, faire des modifications au marché, la CAUTION renonçant à tout avis de telles modifications; elle consent également à ce que le MAITRE DE L'OUVRAGE accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.

- 4 - a) Sous réserve du paragraphe c) ci-dessous, aucun créancier n'a de recours direct contre la CAUTION que s'il lui a adressé, ainsi qu'à l'ENTREPRENEUR, une demande de paiement dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel;
- b) Tout créancier qui n'a pas un marché directement avec l'ENTREPRENEUR n'a pas de recours direct contre la CAUTION que s'il a donné avis de son marché à l'ENTREPRENEUR, par écrit, dans un délai de soixante (60) jours du début de la location ou de la livraison des services, des matériaux ou du matériel, l'avis devant indiquer l'ouvrage en cause, la nature et le prix du marché, le nom du sous-traitant et celui de **Nom de la Municipalité**;
- c) Aucun sous-traitant n'a de recours direct contre la CAUTION pour les retenues qui lui sont imposées par l'ENTREPRENEUR, que s'il a adressé une demande paiement à la CAUTION et à l'ENTREPRENEUR dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle ces retenues étaient exigibles.

- 5 - Tout créancier peut poursuivre la CAUTION après l'expiration des soixante (60) jours qui suivent l'avis prévu dans l'article 4 ci-dessus, pourvu que :

- a) La poursuite ne soit pas intentée avant les quatre-vingt-six (90) jours de la date à laquelle les travaux ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis;
- b) La poursuite soit signifiée dans les trente-six (36) mois à compter de la date à laquelle l'ENTREPRENEUR a cessé ses travaux en exécution dudit marché.

- 6 - Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes aura pour effet de réduire d'autant le montant du présent cautionnement.

- 7 - L'ENTREPRENEUR intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle.

EN FOI DE QUOI, la CAUTION et l'ENTREPRENEUR, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **Lieu de Signature**, le **Jour Courant** jour de **Mois Courant**.

**NOM DE L'ENTREPRENEUR**